

Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge. - IV



Proletaires de tous les pays, unissez-vous!



LES SYNDICATS

ET

LA RÉVOLUTION

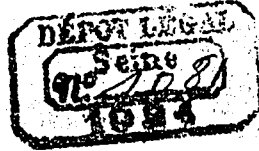
DISCOURS PRONONCÉ PAR A. LOZOVSKY
AU CONGRÈS DE LA C. G. T. U.
A SAINT-ÉTIENNE

JUIN 1922

Suivi du Message de l'Internationale Syndicale Rouge

LIBRAIRIE DU TRAVAIL
96, Quai Jemmapes. — PARIS (X^e)

Prix : 0 fr. 50

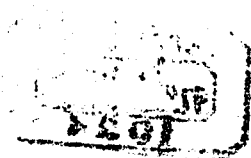


Les Syndicats et la Révolution

8° R

31089

(H)



DISCOURS PRONONCÉ
AU CONGRÈS DE LA C. G. T. U. SAINT-ETIENNE

29 Juin 1922.

Le discours que nous publions ici diffère, en quelques points, de celui qui a été prononcé à Saint-Etienne. Surtout, il est plus long. C'est le discours que notre camarade Lozovsky avait préparé et comptait faire au Congrès. Mais pressé par le temps; gêné par la nécessité de s'exprimer en une langue qui n'est point la sienne, Lozovsky dut apporter, en cours de route, quelques modifications à son plan. Il abrégéa, craignant de retenir trop longtemps les délégués. Il avait heureusement pris la précaution d'écrire auparavant son discours en russe. Nous l'avons fait traduire et nous sommes ainsi à même de le donner dans sa version originale et complète.

Camarades,

C'est avec une profonde émotion que je monte à la tribune de ce congrès. Je vous prie de croire que cette émotion ne vient pas de ce que, sous les murs de cette maison, m'attendent les mouchards de la république et de la démocratie. Ces respectables messieurs sont tout prêts à se mettre en chasse et à se jeter sur celui qui s'est permis, sans leur autorisation, de franchir la ligne sacrée, la frontière de « l'heureuse et libre France », qui la sépare du reste du monde. Que ces messieurs fassent leur travail; quant à nous, occupons-nous du nôtre.

Mon émotion vient de ce que j'ai le bonheur, après cinq années — et quelles années! — de revoir les représentants du mouvement syndical révolutionnaire français avec lesquels j'ai eu, jadis, des rapports si étroits, si intimes, et que j'ai quittés, en mai 1917, au moment où le mouvement syndical commençait à se dessiner. Depuis le mois d'octobre 1914, j'ai travaillé avec Monatte, Rosmer, et aussi avec le défunt Merrheim, à la renaissance du mouvement syndical révolutionnaire dans ce pays. Les premiers pas ont été faits, les premiers nouveaux ont

plongé, pendant cinq ans, dans la fournaise de la grande Révolution russe.

Permettez-moi d'abord d'exprimer au prolétariat de France dont vous êtes ici les représentants, les salutations et les vœux les plus ardents de l'Internationale Syndicale et de cette classe ouvrière qui se maintient à l'avant-garde de la lutte internationale des classes, en attendant qu'on vienne la soutenir et la relever, en attendant que Marty et Badina, qui sont si chers à tout prolétaire de Russie, trouvent des imitateurs. Nos ouvriers révolutionnaires connaissent l'histoire de vos luttes de classe et ils espèrent que le prochain avenir du prolétariat français sera digne de son passé révolutionnaire.

Avant d'exposer le point de vue de l'Internationale Syndicale et des syndicats russes, en ce qui concerne la tâche du mouvement syndical international, je voudrais, pour éviter tout malentendu, faire remarquer que je ne suis pas venu ici à l'improviste, et sans invitation, pour formuler simplement des vœux, des félicitations et des phrases dénuées de toute signification. Si mon but se bornait à cela, j'aurais eu tort d'entreprendre un si long voyage. Non, il n'en est point ainsi! Je suis ici pour m'expliquer avec vous avec toute la clarté nécessaire et sans aucune équivoque, et je parle au nom de l'Internationale Syndicale et des syndicats russes; j'espère donc que vous ne m'en voudrez point si au lieu de jouer à cache-cache avec vous, au lieu de prononcer des phrases vaines, j'exprime jusqu'au bout ma pensée, nos opinions, nos doutes, nos inquiétudes et nos soucis. Et si, en exposant mon point de vue, je prononce des paroles un peu vives ou tranchantes, je vous prie de croire que je n'ai l'intention de blesser personne et qu'un mot un peu dur peut toujours m'échapper par suite d'une connaissance insuffisante de votre langue; j'emploie parfois, au lieu du mot que je cherche, celui qui se présente de lui-même; d'ailleurs, la raideur de la parole favorise souvent la netteté et l'honnêteté de la pensée. Voilà ce à quoi je vous prie de songer lorsque, cherchant à exprimer ce que j'ai dans l'esprit, je soumettrai à la torture votre beau langage.

Etat actuel du monde capitaliste

Il est impossible de définir notre tâche sans avoir déterminé d'abord l'état actuel de l'économie capitaliste, cadre et terrain de lutte pour le prolétariat international. La guerre, on le sait, était destinée à fortifier le capitalisme; en réalité, elle lui a porté un coup mortel. Même les politiciens bourgeois les plus clairvoyants, — race qui n'existe pas dans l'île des Pingouins, — sont obligés de reconnaître que nous sommes entrés dans la période de dissolution des forces capitalistes. Ce n'est pas en vain que les gros bonnets de la science, en différents pays, surtout en Allemagne, écrivent en ce moment de gros volumes pour annoncer « le crépuscule de la civilisation européenne », la chute de la culture et l'invasion des barbares. Sous ce nom de « barbares », vous vous en doutez bien, on entend désigner le prolétariat révolutionnaire qui prétend ruiner la culture *bourgeoise* pour édifier, sur ses décombres, la culture prolétarienne. Ces lamentations au sujet d'un « crépuscule » de la civilisation sont l'expression idéologique de la dissolution économique, de la destruction des liens capitalistes qui a commencé avec la guerre et est arrivé à son point critique pendant la grande Révolution russe.

Quels sont donc les symptômes de la maladie du régime actuel? L'instabilité de tous les rapports économiques, une inflation vraiment folle des dettes publiques, d'intolérables impôts, une crise industrielle qui va toujours croissant, un krach financier qui menace également les vainqueurs et les vaincus, la désorganisation des échanges internationaux. L'organisme capitaliste tout entier est en proie à des convulsions et cherche à résoudre la crise. Les uns voient une issue dans ce procédé qui consiste à faire peser sur l'Allemagne toutes les responsabilités de la guerre et de la crise; d'autres croient nécessaire de faire retomber sur la Russie une partie des charges que comporte la reconstitution de l'Europe; c'est à-dire qu'il s'agirait de noyer dans le sang russe le foyer capitaliste qui achève de se consumer.

Les difficultés financières et économiques qui proviennent de la guerre ont fait de l'Europe le débiteur de l'Amérique, qui d'ailleurs devient de plus en plus le cen-

tre de la vie économique. La crise est encore compliquée par le système de réparation et par la politique de démembrement des Etats qui sont sortis du traité de Versailles. La bourgeoisie anglaise, voyant que la politique des réparations conduirait l'Allemagne à la ruine et à la révolution prolétarienne, cherche un compromis; elle veut garder la poule aux œufs d'or; dans l'île des Pingouins, au contraire, on tient à s'emparer immédiatement de ces œufs d'or, et l'on n'hésiterait pas, pour cela, à tuer la poule, s'il était possible.

Dans le monde ensanglanté et épuisé par la guerre, la Révolution russe s'est impétueusement précipitée, avec toute la violence des éléments. Dès le début, cette révolution a posé la question de savoir à qui appartiendrait désormais les ressources du pays: à la bourgeoisie ou au prolétariat? La Révolution russe a ouvert une époque de révolutions et de transformations sociales dont il est difficile de déterminer la durée. Il est clair seulement que ce sera là une période historique des plus importantes, ce sera le passage du capitalisme au socialisme; et ce mouvement doit se prolonger jusqu'à ce que la révolution sociale se soit rendue maîtresse des principaux pays d'Europe.

Mais qu'est-ce que la révolution sociale? Par quoi se distingue-t-elle de toutes les révolutions que l'on a connues jusqu'ici? La révolution est une transformation par la violence des institutions, du système et de la forme du gouvernement. La révolution est purement politique lorsqu'elle met, à la place d'un groupe qui détenait le pouvoir, un autre groupe quelconque de la société. Lorsqu'elle ne touche point aux bases de la société contemporaine, elle est une révolution politique. Mais elle devient sociale lorsqu'elle ébranle la base même de l'économie capitaliste: la propriété privée. Pour que cette œuvre s'accomplisse, il est nécessaire que le pouvoir, c'est-à-dire la possibilité de disposer de toutes les ressources du pays, passe dans les mains d'une nouvelle classe. Le socialisme, dans ces conditions, sort du domaine de la théorie pour trouver ses applications pratiques. La classe qui vient de renverser la bourgeoisie est obligée, dans l'intérêt même de sa conservation, de prendre une série de mesures qui éloignent la société du ca-

pitalisme et la rapproche du socialisme. C'est à dessein que je m'exprime d'une façon si prudente; c'est afin de montrer qu'il est impossible de réaliser le socialisme dans un Etat isolé; il faut d'abord déblayer la route; pour sa réalisation, pour sa victoire complète, le socialisme doit s'étendre nécessairement à un vaste cadre international. Voilà pourquoi la Révolution russe a acquis du premier coup une signification internationale. *La révolution sociale doit échapper au cadre national sous peine d'être étouffée.* C'est là une vérité que connaissent parfaitement le prolétariat russe, son parti communiste et ses syndicats; elle est également connue de la bourgeoisie internationale; malheureusement, on ne saurait dire que les masses et souvent même l'avant-garde du prolétariat international se la soient assimilée suffisamment.

La Révolution russe et la bourgeoisie internationale

Dès que la Révolution d'octobre eut remporté la victoire, dès que l'on sut, dans le monde, ce qui se passait en Russie: les terres confisquées à leurs propriétaires, les fabriques, les usines et les banques expropriées, les dettes intérieures et extérieures annulées, le pouvoir passé des mains de la bourgeoisie dans celles des ouvriers et des paysans, — dès que l'on sut tout cela, le monde bourgeois tout entier se dressa comme un seul homme contre « les brigands et les usurpateurs ». La grande presse fut prise de folie furieuse, d'une sorte de *delirium tremens*. Tous les chevaliers du droit et de la justice, — c'est là, vous ne l'ignorez pas, le pseudonyme de tous les chevaliers d'industrie, — déclarèrent que la Russie soviétiste s'était mise hors la loi et s'entendirent entre eux pour étouffer le soulèvement des prolétaires de Russie.

L'alliance de la bourgeoisie internationale et des contre-révolutionnaires russes fut scellée sur les champs de bataille. Pendant de longues années, on entreprit de retrancher de la Russie soviétiste des territoires, morceau par morceau, et on y établit des gouvernements de toutes sortes, depuis ceux des socialistes révolutionnaires jusqu'à ceux des Cent-Noirs. Ces gouvernements commençaient par donner aux représentants de la France

et de l'Angleterre une promesse écrite de payer les dettes et d'offrir aux « sauveurs » de la Russie toute une série de grasses concessions. En même temps que l'on s'organisait ainsi pour étouffer la Révolution russe, on entraînait en lutte avec le mouvement révolutionnaire qui se dessinait dans les pays d'Europe. Déçu par les résultats de la guerre, le prolétariat commençait à s'agiter de toutes parts, formulait des exigences. La colère des masses populaires, comme un grondement d'orage, s'élevait sourdement jusqu'aux sommets de la vie sociale. Et l'agitation gagnait les cimes.

Depuis la fin de la guerre jusqu'au milieu de 1920, la bourgeoisie de tous les pays fut saisie d'une fièvre de réformes. On peut juger de l'intensité de cette fièvre par ce fait que même le Sénat de l'île des Pingouins se mit en branle et vota la terrible loi des huit heures. Des concessions étaient nécessaires pour apaiser le flot montant de la colère prolétarienne. Il fallait reculer en conservant le pouvoir et les positions qui dominaient la situation économique; dès que la guerre serait en voie de décroissance, on pourrait passer de la défensive à l'offensive.

Tel était le plan de la bourgeoisie, plan qu'elle a brillamment réalisé, il faut lui rendre cette justice. Cette retraite a été exécutée le mieux du monde parce que la bourgeoisie non seulement disposait de *ses forces à elle*, merveilleusement organisées, mais qu'elle avait sous ses ordres tout le réformisme international qui se trouve à la tête de très importantes organisations ouvrières.

Le réformisme international et la révolution sociale

Le réformiste consiste essentiellement à nier la révolution. Une transformation lente, graduelle de l'organisme social et gouvernemental, au moyen de réformes sociales, doit élever sans secousses la société au plus haut degré de culture et de bien-être. La révolution, selon cette doctrine, serait donc un bouleversement du processus de production, une déperdition de forces dans la guerre civile et un affaiblissement de l'organisme national devant les ennemis de l'extérieur. Le problème serait donc de trouver et de bien marquer les intérêts communs au travail et au capital, et de réaliser une trans-

formation pacifique en se basant sur la communauté d'intérêts de toutes les classes de la population. Telle est la théorie du réformisme.

Il faut rendre cette justice aux réformistes que ce qu'ils font en pratique est conforme à leur théorie. Pendant la guerre le réformisme a été le compagnon militant de la bourgeoisie et, après la guerre, les réformistes de tous les pays se sont unis pour combattre contre la révolution sociale qui prenait l'offensive. Le Bureau International du Travail près la Société des Nations et l'Internationale d'Amsterdam ont été, à titre égal, les instruments de la contre-révolution bourgeoise et il convient de remarquer que les cadres essentiels de cette armée ouvrière par sa composition sociale, mais anti-ouvrière et contre-révolutionnaire par ses buts et ses efforts, sont formés des syndicats. Et si l'on suit attentivement l'histoire des luttes de classes de ces trois ou quatre dernières années on verra que les plus importantes manifestations de la volonté ouvrière (grèves en Angleterre, main-mise sur les fabriques en Italie, grèves monstres en France) ont été en définitive brisées par les ouvriers eux-mêmes que représentaient des syndicats et des partis réformistes.

Comment expliquer ce fait réellement monstrueux du point de vue de notre classe? Comment expliquer cette trahison de l'ouvrier envers l'ouvrier, et cette alliance d'une partie de la classe ouvrière avec la bourgeoisie contre une autre partie de la classe ouvrière? La trahison des chefs est-elle une explication suffisante? Ce serait accorder une valeur trop grande à ces chefs si nous pensions que l'issue des luttes de classe pendant ces dernières années n'a dépendu que d'eux. Non, les chefs réformistes ne font que refléter et déterminer en ses formes le pouvoir de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le prolétariat n'est pas seulement la classe de l'avenir, il est aussi la classe essentielle du présent capitaliste. C'est sur ses os, c'est avec son sang qu'a été bâti l'édifice grandiose de l'industrie capitaliste. Unique créateur de valeurs, le prolétariat voit l'incarnation de son travail dans la croissance de l'industrie nationale. Le développement et la croissance de l'industrie donneront la possibilité de relever les salaires et d'améliorer les conditions du travail.

Dans l'esprit des larges masses, la prospérité et l'épanouissement de l'industrie sont associés intimement avec les intérêts du travail. L'école, la littérature et la presse bourgeoise servent à former ces sentiments : on en vient ainsi à préférer patriotiquement les capitalistes de son pays à ceux de l'étranger; la lutte pour le marché international prend le caractère d'une lutte pour la civilisation et la culture. Les intérêts d'aujourd'hui priment ceux de demain. De là vient aussi la méfiance, de là tous les soupçons à l'égard des transformations brusques, des révolutions.

L'ouvrier moyen, éduqué par la presse bourgeoise et tout pénétré de préjugés bourgeois, craint la révolution parce qu'elle dérangera sa vie normale. La révolution c'est l'inconnu, c'est l'incertain. La victoire n'est point garantie d'avance et l'on risque toujours de perdre sa tranquillité. Les cerveaux de millions d'ouvriers se trouvent entièrement au pouvoir des idées bourgeoises. Si l'on donne une forme concrète à toutes ces appréhensions, si l'on cherche le fondement théorique qui permet de préférer les intérêts d'aujourd'hui à tous les autres, si l'on cherche la formule de cette liaison historique et temporaire de la classe bourgeoise avec le capitalisme, — on arrive aux théories et à la pratique du réformisme qui, malgré des différences très marquées en divers pays, a toujours et partout un caractère commun: *il préfère la réaction sociale à la révolution sociale.*

Le réformisme est la philosophie du conservatisme ouvrier, et il est parfaitement naturel que le réformisme national ait déclaré une guerre sans merci à la révolution sociale, *tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.* Le rôle des chefs réformistes, dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire et dans la conservation des bases de la société contemporaine, a été reconnu des plus effectifs par les représentants responsables de la bourgeoisie internationale.

Ce n'est pas en vain que MM. Jouhaux, Appleton, Gompers, ont été admis à participer à la construction du grand édifice que l'on connaît sous le nom de paix de Versailles. Et ce n'est pas en vain que le roi de l'industrie allemande, Stinnes, a nommé un de ses nouveaux et grands navires *Karl Legien!* Je ne m'étonnerai pas

si, dans l'île des Pingouins, une fabrique de gaz asphyxiants reçoit le nom de Merrheim, appellation qui serait fort bien appropriée en raison de l'activité littéraire bien connue du titulaire. En tout cas, les dirigeants du mouvement réformiste ont mérité qu'on leur élève un monument collectif avec cette inscription: « Aux leaders du mouvement ouvrier, la bourgeoisie reconnaissante. »

Cette théorie et cette pratique du réformisme l'ont mis au premier rang dans la lutte contre la révolution sociale en général, et contre la révolution russe en particulier. Le réformisme international mène la lutte sous l'enseignement du socialisme démocratique et d'une égale liberté pour toutes les classes de la société, — les instruments de production et d'échange demeurant, bien entendu, dans les mains de la bourgeoisie.

Deux canons géants sont ainsi dirigés contre la Révolution russe: sur l'un se voit cette inscription: « La propriété privée est intangible, — à bas la dictature de classe » ; sur l'autre : « Le socialisme démocratique crie : « A bas la dictature » ! Ces deux canons, bien qu'ils portent des devises différentes, visent et ont toujours visé au même but : contre le gouvernement soviétiste, contre le prolétariat russe, — c'est-à-dire contre la Révolution sociale russe.

L'anarchisme international et la Révolution russe

La Révolution russe a éveillé dans les larges masses du prolétariat international de profondes sympathies. En général les masses ouvrières ne savaient pas ce qui se passait en Russie, mais, guidées sûrement par leur instinct de classe, elles ont salué avec ferveur la Révolution qui excitait la haine furieuse des bourgeoisies internationales et de leurs valets réformistes. Tous les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier mondial, reflétant l'état d'âme du prolétariat dont le flot se soulève, ont salué la Russie soviétiste et sa grandiose entreprise.

La fin de 1917 et les années 1918-1919 sont illustrées par des manifestations en l'honneur de la Révolution russe. Les anarchistes et les organisations syndicales qui se

rattachent plus ou moins à l'anarchisme, non seulement ont montré leurs sympathies, mais les ont prouvées pratiquement en se rattachant à la III^e Internationale communiste. Le Congrès des syndicalistes révolutionnaires d'Espagne s'y est rallié; l'Union syndicale italienne, la minorité de la Confédération française du Travail, les I. W. W., les syndicats de l'Argentine et du Mexique, et un mot cinq organisations syndicalistes révolutionnaires se sont affiliées, avant la fin de 1920, à l'Internationale communiste. Borghi vient à Moscou, Pestafia fait de même, et pas un seul de tous ces hommes *ne prononce un seul mot* contre la dictature du prolétariat, contre le gouvernement soviétiste, etc. Ils ont compris que la Russie soviétiste incarnait la Révolution sociale et que le meilleur moyen de critique et d'émulation entre révolutionnaires était de chercher de plus hautes réalisations et de convaincre par l'expérience les ouvriers des autres pays de la supériorité des méthodes et du système de lutte employés. Ils comprenaient alors tout cela.

Mais, depuis la fin de 1920, une fissure apparaît qui s'élargit de plus en plus entre la Révolution russe et l'anarchisme international. Toute l'année 1921 et les premiers six mois de 1922 sont signalés par des manifestations hostiles à l'égard de l'Etat soviétiste, de toute dictature, de la politique intérieure et extérieure des Soviets, des syndicats russes, de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge.

Examinons objectivement les causes de ces attaques dont le caractère s'aggrave sans cesse. Avant tout il est nécessaire de noter que l'anarchisme commence à s'orienter contre les Soviets et tout ce qui provient de Russie après une série de défaites subies dans la lutte du prolétariat européen. L'insuccès du mouvement de 1920 en France, le désastre essuyé par les ouvriers italiens après qu'ils se furent emparés des fabriques, les atrocités de la terreur blanche en Espagne à la suite de l'immense mouvement qui souleva les ouvriers de ce pays, — ce sont là des phénomènes du même ordre qui démontrent que le flux du mouvement ouvrier s'est arrêté pour un temps et qu'un certain reflux a même commencé.

De la défensive, la bourgeoisie passe à l'offensive.

La défaite des ouvriers a semé le découragement et la déception, et la Révolution russe a subi, la première, les tristes conséquences de cet état de choses. Après avoir été vaincu chez lui, Borghi commence à découvrir un grand nombre de mauvais côtés dans la Russie soviétiste, et l'on dirait vraiment qu'auparavant tout marchait à merveille et que le ciel des Soviets n'avait pas un nuage.

Pourquoi donc Borghi et ses partisans n'ont-ils pas mieux fait chez eux? N'étaient-ils pas dans une position plus avantageuse que la nôtre, car ils savaient déjà comment *il ne convient pas* de faire la révolution sociale? Pourquoi n'ont-ils rien fait? On me répondra: Parce que les réformistes ont trahi, parce que la Confédération Générale du Travail n'a pas accepté de mener la lutte révolutionnaire, etc. — Mais il fallait prévoir ce qui s'est passé: les réformistes existent pour travailler au profit de la bourgeoisie, — c'est leur métier. Il n'y a pas le moindre doute en ceci que, depuis la fin de 1920, les revers subis dans les différents pays ont engendré un pessimisme qui, d'une manière générale, est assez compréhensible.

Quelle idée l'ouvrier moyen se fait-il de la Révolution sociale? Il sait que, dans la Russie soviétiste, on a chassé les capitalistes, que les ouvriers se sont emparés des fabriques et des usines; et il a pensé que, désormais, en Russie, devaient régner la prospérité et le bien-être absolus, que la lutte du prolétariat russe l'affranchissait, lui, spectateur, de la nécessité de combattre intensivement sa propre bourgeoisie. Or, l'expérience a montré que la révolution exigeait les plus grands sacrifices de la part de la classe ouvrière de Russie, que le prolétariat de chaque pays devait s'engager dans une lutte pénible, que la révolution sociale et le socialisme n'étaient pas la même chose, que la période de transition du capitalisme au socialisme était marquée par une lutte furieuse pour l'existence qui exigeait de chaque prolétaire en particulier, et de toute la masse une endurance de fer et un esprit de sacrifice illimité. Ce que l'on voit en Russie pour le moment, c'est encore la faim, la misère, — se sont dit quelques révolutionnaires; — c'est, sans doute, parce qu'ils emploient une mauvaise méthode

dans leur lutte, c'est parce que la dictature règne là-bas et qu'on a créé un gouvernement, c'est la faute du centralisme, c'est parce que la politique l'emporte sur l'économie. Si le prolétariat russe agissait selon nos *théories*, la Révolution russe poursuivrait victorieusement sa route et nous, dans nos pays, nous n'aurions pas à subir de multiples défaites. Telle est une des sources de la protestation qui grandit sans cesse contre la théorie et la pratique de la Révolution russe, mais ce n'est pas la source unique, il y en a une autre: je veux parler du rôle et de la situation de l'anarchisme russe et du syndicalisme anarchiste dans la Révolution russe.

L'anarchisme dans la Révolution russe

La révolution est un champ merveilleusement approprié pour appliquer la théorie révolutionnaire et pour en vérifier la justesse. Le développement en largeur et en profondeur de la Révolution russe donne la possibilité de se manifester à tous les courants de la pensée socialiste et anarchiste. Les menchéviks, les socialistes révolutionnaires, les anarchistes et les syndicalistes-anarchistes, de toutes les nuances, ainsi que les bolcheviks, ont pu démontrer chacun leur théorie par la pratique. Quel en a été le résultat? Le voici:

Avant la Révolution d'octobre, les anarchistes et les communistes ont marché par des voies différentes, vers le même but, qui était de renverser la bourgeoisie et le gouvernement de coalition. Mais à peine ce gouvernement a-t-il été renversé que des dissensions sérieuses se sont élevées qui ne pouvaient manquer d'amener un conflit armé. En quoi consistaient ces dissensions?

Les principes formulés par les anarchistes se ramènent à ceci: 1° Chaque comité de fabrique ou d'usine devient le *patron* de l'entreprise et le propriétaire des matières premières ainsi que des marchandises qui s'y trouvent; 2° Chacun de ces comités a le droit d'exproprier qui il voudra (reprise individuelle); 3° Le régime local est absolument indépendant du centre; 4° A bas le service obligatoire dans l'armée rouge! Elle doit être remplacée

par des détachements de volontaires; 5° Autonomie entière et indépendance de chaque détachement de partisans; 6° Lutte contre le gouvernement et les appareils que ce gouvernement a créés; liberté individuelle absolue de faire ce que l'on veut, quelle que soit la volonté de la collectivité.

La classe ouvrière de Russie, qui avait payé de son sang le renversement de la bourgeoisie pouvait-elle accepter cette doctrine? *En aucune manière.* Cela aurait signifié qu'en moins d'une semaine on allait subir une défaite dans la lutte contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, ce qui nous aurait coûté cent mille cadavres de travailleurs. Dès le début, nous émîmes cette idée que les comités des fabriques et des usines étaient les mandataires de la collectivité; qu'une décentralisation extrême ne permettrait pas d'utiliser toutes les ressources du pays et que la lutte contre le monde capitaliste tout entier deviendrait impossible sans l'Armée Rouge.

Comment de tels conflits peuvent-ils se résoudre en temps de révolution? La révolution, — a dit un Français intelligent, — c'est un idée qui a trouvé des baïonnettes; et comme chaque idée, en temps de révolution, dispose de baïonnettes, la querelle devait être vidée par les armes. Il en fut ainsi parce que, en temps de révolution, au moment où la classe ouvrière était entourée d'ennemis, elle ne pouvait s'accorder le luxe de vaines discussions; chaque heure perdue pouvait coûter des centaines et des milliers de vies, toute solution mal appropriée aux circonstances avait sa répercussion immédiate sur tout le pays. Vous pouvez vous payer ce luxe des discussions abstraites parce que vous savez que, de vos décisions, il ne sortira malheureusement rien pour le moment; mais nous, nous n'avions pas le droit de faire des expériences sur le corps de la classe ouvrière.

Pour se rendre compte de la véritable situation des affaires chez nous, il faut avoir en vue ce qui suit: Les anarchistes avaient la possibilité d'appliquer leurs théories dans le sud de la Russie où le soulèvement qui se rattache au nom de Makhno s'effectuait sous le drapeau de l'anarchie. Le syndicaliste-anarchiste Voline fut pendant quelque temps chef de l'état-major de Makhno.

Sous l'empire de ce Makhno se trouvèrent, pendant une certaine période, des provinces entières et des villes importantes, comme par exemple Ekaterinoslav. Et qu'en résulta-t-il ? Tout anarchiste honnête et sérieux dans ses idées est forcé de reconnaître que le mouvement de Makhno dégénéra en vulgaire banditisme.

Lorsque Makhno occupa Ekaterinoslav, il commença par dissoudre le Soviet des députés ouvriers et nomma un commandant de la ville. Autour de lui se rassemblèrent de louches individus qui illustrèrent leurs victoires par des pogroms anti-juifs. Des dizaines de milliers de prolétaires juifs furent égorgés par les détachements de Makhno. Celui-ci et les groupes anarchistes qui le soutenaient ont-ils laissé quelques traces d'une meilleure organisation, d'un ordre social plus parfait ? — Non, ils n'ont rien laissé, sauf d'innombrables résolutions. Pourquoi ? Parce qu'ils voulaient vaincre un ennemi organisé et armé selon la technique la plus moderne, ils le voulaient sans le secours de l'organisation, sans discipline. Et enfin pourquoi le mouvement de Makhno est-il né, s'est-il développé et maintenu dans le midi de la Russie, principalement dans les provinces de Tauride et d'Ekaterinoslav ? Parce que, dans ces provinces, il y avait une majorité très forte de paysans riches qui luttèrent dans les détachements de Makhno pour la devise : liberté du commerce et de la répartition des terres ; c'est-à-dire qu'ils luttèrent pour une restauration selon l'esprit petit-bourgeois.

Il est curieux de remarquer qu'en Ukraine, où il y avait une forte classe paysanne, existaient de libres districts de paysans qui déclaraient, pendant la guerre civile, ne prendre parti ni pour les « rouges » ni pour les « blancs ». Ils exigeaient que les uns et les autres les laissassent tranquilles. Quand les « rouges » les laissaient en repos, on voyait venir les « blancs » qui les frappaient à coups de crosse sans merci. Après chaque leçon de ce genre, tous les hommes passaient du côté des « rouges ».

Il serait extrêmement injuste d'englober dans la même appréciation tous les anarchistes et syndicalistes-anarchistes. Non, des milliers et des milliers d'ouvriers anarchistes et syndicalistes-anarchistes ont refusé de suivre les théories abstraites et ont lutté en étroite union avec

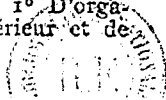
les communistes sur tous les fronts. Voici comment ils raisonnaient :

Certainement, notre point de vue est plus juste et la société que nous voulons constituer est plus parfaite; mais, *pour le moment*, les meilleurs éléments de la classe ouvrière luttent et se sacrifient en combattant contre les ennemis de notre classe. Notre place est là où l'on mène le combat pour nos idées communes. Et nombre d'entre eux qui n'étaient pas communistes ont supporté, avec tout l'ensemble du prolétariat, tout le poids de la lutte. Ce fut la fraternité sous les armes. Pourquoi les anarchistes d'Europe ne s'intéressent-ils pas à cette catégorie *beaucoup plus nombreuse* d'hommes qui partagent leurs idées d'hier? Est-il possible que l'expérience de la révolution et la pratique de plusieurs années de lutte doivent reculer devant des formules abstraites?

L'Etat bourgeois et l'Etat prolétarien

Evidemment on place la formule au-dessus de tout. Cela ressort particulièrement de l'incroyable confusion qui a été créée autour de la notion d'Etat. Qu'est-ce que l'Etat? — C'est un appareil de contrainte et d'oppression dont se sert une classe contre une autre. L'Etat n'est pas une catégorie métaphysique abstraite qui constituerait un mal par elle-même. L'Etat bourgeois ne nuit en rien à la bourgeoisie. Pourquoi donc l'Etat prolétarien devrait-il se tourner nécessairement contre les ouvriers? Parce que, répond-on, l'Etat ne peut être prolétarien. Examinons s'il en est ainsi.

Il est douteux que l'on puisse trouver un homme raisonnable qui estimerait suffisant d'exproprier et de chasser la bourgeoisie pour qu'aussitôt la prospérité et le bien-être règnent en tous lieux. La grosse bourgeoisie sera sans doute écrasée; mais de nombreux groupes de la société resteront en liaison avec elle, et de ces groupes fera partie la petite bourgeoisie. La lutte de classes ne s'arrêtera point; elle prendra le caractère d'une guerre civile. Pour vaincre, le prolétariat sera forcé: 1° D'organiser sa défense contre les ennemis de l'intérieur et de



l'extérieur; 2° de veiller à ce que les décisions prises par lui soient exécutées sans réplique par tous; 3° de lutter contre le sabotage des fonctionnaires, des représentants des professions libérales, du personnel technique et des ouvriers qui ne se seront point affranchis de l'influence des idées bourgeoises; 4° d'organiser systématiquement la production sans tenir compte des petits intérêts locaux et corporatifs; 5° d'organiser la répartition des produits et des marchandises suivant l'intérêt des travailleurs et non pas des éléments parasites; 6° d'établir le service du travail *forcé* pour les oisifs; 7° de s'occuper d'une organisation rationnelle de l'instruction publique, sans oublier que la majorité du personnel enseignant des écoles supérieures, secondaires, et même primaires, prendra parti contre la révolution sociale; 8° d'organiser le transport par chemins de fer et par eau; 9° d'établir des impôts sur les groupes de la population qui n'auraient point été expropriés; 10° d'organiser, dans l'intérêt de toute la collectivité, les échanges commerciaux avec les pays voisins; 11° d'organiser une garde ouvrière ou une armée rouge, en se basant sur le principe du *service obligatoire* pour les travailleurs, sans quoi tout le poids de la lutte retomberait exclusivement sur les éléments avancés; 12° enfin de s'occuper d'une répartition régulière des forces, du matériel et des ressources sur tout le territoire dont disposera la classe ouvrière.

La classe ouvrière peut-elle subsister et mener avec succès la lutte sans avoir réalisé pratiquement tous les points du programme que nous venons d'indiquer? Evidemment non. Or, cet ensemble d'organisations et d'institutions qui réalise la défense de la révolution, l'accomplissement des volontés du prolétariat, qui élargit et fortifie les positions prises, qui crée de nouvelles méthodes et formes de lutte contre nos ennemis de classe, qui s'occupe de la production et de la répartition des produits, — tout cela dans son ensemble s'appelle l'Etat ouvrier ou la dictature du prolétariat.

Qui songera à la réalisation de toutes ces tâches? — Les Conseils des députés ouvriers, les Syndicats, les Comités des fabriques et d'usines, fortement unis par un seul et même programme, par une seule et même tactique, par une seule et même volonté. Nous pensons que

ce programme, cette tactique seront communistes et que l'âme du mouvement sera le Parti communiste; vous pensez que le programme et la tactique seront anarchistes ou syndicalistes-anarchistes: c'est votre droit. N'oubliez pas, toutefois, que notre théorie s'appuie sur une expérience qui dure déjà depuis cinq ans, sur la Révolution russe qui s'étend à un sixième de la superficie du globe terrestre et atteint une population de 150.000.000 d'hommes. Votre théorie à vous est basée sur la lutte des syndicats ouvriers de France et d'Espagne dans le cadre du régime capitaliste, et sur une *profonde croyance* en la justesse des formules anti-étatistes. Permettez-nous donc, jusqu'à la confirmation de votre prosaïque théorie d'une révolution sociale dans un des pays qui dépendent du syndicalisme révolutionnaire, permettez-nous de conserver notre « fausse » théorie sur la nécessité d'un Etat ouvrier; c'est-à-dire de la dictature du prolétariat pour l'époque de transition entre la capitalisme et le socialisme.

Remarquez-le bien; camarades, nous ne sommes pas des métaphysiciens. Le jour où vous aurez démontré pratiquement que vous pouvez faire mieux et plus vite sans violence, en maintenant toutes les libertés individuelles, sans dictature et sans contrainte, — que vous pouvez faire, dis-je, la révolution sociale, — nous serons les premiers à applaudir à vos succès et nous déclarerons devant le monde entier que nous avons eu tort de douter de la justesse de votre théorie. Le prolétariat russe serait heureux de vous voir réaliser au plus tôt la révolution selon votre méthode. Nous avons donné le sang de notre cœur et la moelle de nos os pour la révolution; nous avons fait ce que nous pouvions. Faites mieux! Nous ne sommes point des jaloux, nous ne sommes point des nationalistes, nous viendrons, à cœur ouvert, nous mettre à votre école.

Disparition de l'Etat

L'Etat ouvrier, comme nous l'avons vu plus haut, a des fonctions provisoires et constantes. Provisoires sont toutes les fonctions et tous les organes nécessaires pour écraser la résistance des classes dirigeantes; c'est-à-dire

que ces organes continuent la lutte des classes. A cela se rapportent: l'armée, les tribunaux, la milice et les lois que comporte l'existence de ces organes.

Le caractère de constance appartient à la production, à l'instruction, à la répartition des produits, à la statistique, etc., — en un mot à tout ce qui est nécessaire pour maintenir le fonctionnement normal de l'organisme social. A mesure que s'élargit le champ de la révolution sociale et l'organisation de la production sur de nouvelles bases, à mesure que la population devient une population de travailleurs, au fur et à mesure de la disparition des classes, l'organe d'oppression d'une classe par une autre, c'est-à-dire l'Etat, disparaît. De sorte que plus le processus de la révolution sociale est rapide, plus le prolétariat est puissant et bien organisé, plus son niveau d'organisation technique est élevé, — plus la période de transition est courte et plus brève l'existence de l'Etat. La transition sera plus longue pour le pays qui aura fait la révolution sociale le premier, et cette période sera plus courte dans le pays qui accomplira le dernier sa révolution.

Qui donc remplira les fonctions constamment nécessaires à l'existence dans la société qui aura pris tout son développement socialiste? Ce seront les organes sortis des formations économiques du prolétariat. Les groupements politiques, les partis politiques, tels qu'ils auront existé avant la révolution sociale et pendant la période de transition, disparaîtront. Ils disparaîtront parce que *le parti politique n'est qu'un instrument pour la lutte de classes* et lorsque les classes sont supprimées, l'instrument n'a plus de raison d'être.

Cela peut sembler étrange à ceux d'entre vous qui s'imaginent que les partis politiques sont une invention du diable ou une aberration de la nature. Mais il n'y a rien d'étrange en cela. Voici des centaines et des centaines d'années que dans tous les pays se poursuivent des luttes entre partis; et les partis ouvriers ne figurent sur la scène que depuis quelques dizaines d'années. Tous les partis, dans leur ensemble, représentent l'incessante lutte des classes. Chacun des partis représente les intérêts de sa classe ou de sa couche sociale. Tous les partis ouvriers ne représentent pas également bien les intérêts de

la classe ouvrière: les uns donnent l'expression de son conservatisme, de son inertie, de ses préjugés, de sa liaison avec la société bourgeoise (partis réformistes); d'autres expriment son essence révolutionnaire, sa soif de combat, son désir de construire une nouvelle société basée sur le travail (partis communistes). Certains partis communistes représentent et expriment mieux l'essence révolutionnaire, les tendances révolutionnaires; d'autres en donnent une expression affaiblie. Cela dépend de la position du mouvement ouvrier dans tel ou tel pays.

Avec la disparition des classes doit donc se produire la suppression des partis. Le syndicalisme restera donc seul? Non, ce ne sera pas le syndicalisme, ce seront les syndicats qui subsisteront, et il y a une grande différence en cela.

Le syndicalisme est une théorie de lutte de classes qui ne groupe, tant les partis, qu'une certaine minorité insignifiante de la classe ouvrière. Bien entendu, dans la société socialiste il y aura des théories, des écoles philosophiques, etc., mais ce sera suivant de nouveaux principes. Les théories ne tombent pas du ciel, mais croissent, sortent de la terre, des rapports économiques, de la vie et de la lutte que mènent les travailleurs. Ainsi la société communiste a pour base un système économique radicalement différent du système actuel; des théories nouvelles doivent donc sortir de là. Lesquelles? Qui vivra verra.

Les syndicats et la révolution sociale

Quel rôle doivent jouer les syndicats dans la révolution sociale? Quand on pose ainsi la question, on reçoit des réponses variées; cela dépend du point de vue général de celui qui répond. Les uns croient que ce rôle sera exclusif, unique; les autres estiment que ce rôle sera subsidiaire; d'autres enfin pensent que ce sera un rôle tout à fait subalterne. Mais quel que soit le point de vue, chacun comprend que, sous les syndicats, la révolution sociale est impossible. De là notre effort persévérant pour conquérir, coûte que coûte, les syndicats, pour les arra-

cher à l'influence des réformistes. Les syndicats participent à la destruction de la vieille société et à la construction d'un monde nouveau.

Le rôle, la signification et le poids des syndicats dans la révolution sociale dépendent : 1° de la densité du prolétariat industriel dans le pays ; 2° de la solidité, de l'énergie et de la stabilité des syndicats ; 3° de la quantité des ouvriers groupés par les syndicats ; 4° du rapport qui existe entre la population industrielle et la population agricole ; 5° des rapports mutuels entre les ouvriers d'une part et, d'autre part, le personnel technique et les employés ; 6° de la durée de la guerre civile ; 7° de la solidité, de l'énergie et de la stabilité des partis politiques révolutionnaires ; 8° de la structure des organes immédiats de lutte révolutionnaire (Soviets, Comités de fabriques, etc.) ; 9° de la situation internationale du pays.

Il suffit de réfléchir aux différents points que nous venons d'énumérer pour comprendre combien il serait ridicule de chercher à établir une loi unique pour toutes les révolutions et de proclamer que le rôle des syndicats exclut toutes les autres organisations pendant et après la révolution sociale. Le rôle et les méthodes d'action des syndicats ne seront pas, en Allemagne ou en Italie, les mêmes qu'en Russie ; en France, en Angleterre, les syndicats occuperont des positions différentes ; il faut en particulier noter que les syndicats anglais agiront suivant le caractère spécifique du trade-unionisme.

Mais dans cette diversité il y a des traits communs ; il y a notamment un étroit rapport de classe entre les syndicats et les institutions (l'Etat) qui seront créées par la classe ouvrière pour la période de transition. Le rôle du Comité des Forges et autres organisations analogues en France sous la Troisième République n'est pas le même que celui des Comités allemands d'entreprises ou celui des syndicats et des trusts en Amérique. Mais chacune de ces organisations d'entreprises sait que tout l'appareil gouvernemental est mis au service de sa classe. Nous remarquons quelque chose de semblable dans l'Etat ouvrier de la période de transition.

Si l'on tient compte de tout cela, on est étonné de voir que le camarade Besnard veuille exiger des syndicats russes qu'ils se tournent contre la politique du gouver-

nement soviétiste. Le rapport de la délégation française à Berlin affirme que le représentant des syndicats russes a donné sur ce sujet une réponse absurde. Je doute que, dans l'idée des syndicats russes, il puisse y avoir des points obscurs sur cette question. Nous autres, interprètes des aspirations des syndicats de Russie, nous sommes complètement solidaires de notre gouvernement soviétiste. Les fautes qu'il peut commettre sont également les nôtres et nous en portons la responsabilité morale. Le camarade Besnard ne se rend pas compte de ce qu'il exige des syndicats russes. Je vais m'efforcer de vous faire comprendre ce qui résulterait pour le mouvement ouvrier mondial si les syndicats russes agissaient selon les conceptions de Souchy, de Borghi et de Besnard.

En nous plaçant au point de vue de la Conférence de Berlin, nous serions obligés d'entreprendre immédiatement la lutte contre le gouvernement soviétiste et les Soviets, car les Soviets sont la forme de notre Etat ouvrier. En temps de révolution, on se combat non par des motions, mais à coups de canon et de fusil. Alors commencerait une guerre sans merci à l'intérieur de la classe ouvrière, dans le sein même de l'Armée Rouge. Comme résultat, la révolution s'en irait à tous les diables, nous aurions ouvert largement nos portes à la contre-révolution.

Maintenant il n'est pas difficile de résoudre le petit problème que voici: Pour deux mois de règne de la Commune, Paris, à *lui seul*, a payé « ses fautes » de 30.000 cadavres de prolétaires. Combien de centaines de milliers de victimes le prolétariat russe devrait-il compter pour le régime des Soviets qui s'est maintenu pendant quatre ans et demi sur le territoire de la Russie *entière*? Et, en second lieu: de combien de dizaines d'années le mouvement ouvrier international serait-il retardé si la Révolution russe était écrasée? Et au nom de quoi se feraient ces hécatombes? Pour satisfaire les goûts délicats des anarchistes Souchy et Borghi. Je crains que le prolétariat russe ne se refuse à admettre toute cette métaphysique dangereuse pour lui et ne poursuive la route qu'il s'est tracée et qu'il a reconnue, par l'épreuve de combat, être la bonne.

Mais, me dira le camarade Besnard, nous n'exigeons

pas du tout que vous luttiez, les armes à la main, contre le gouvernement soviétiste! — Comment! Vous ne l'exigez pas? Mais n'avez-vous pas déclaré que, pour vous, tous les gouvernements se valent et que l'Etat bourgeois et l'Etat prolétarien sont une seule et même chose. S'il en est ainsi, il faut lutter contre les uns et les autres par des moyens identiques; et si vous recommandez une autre tactique à l'égard du gouvernement soviétiste, c'est que vous le distinguez des autres! Et, dans ce cas, dites-le! Dites-le à haute voix, nettement et sans équivoque! Assez de confusion! La confusion a trop duré!

Le lien organique entre la Révolution russe et le mouvement international

La révolution sociale ne pourra vaincre si elle se confine dans les limites des nationalités, car elle ébranle non pas tel ou tel régime, mais le système capitaliste tout entier. Immédiatement après la Révolution d'octobre, il semblait que le mouvement ouvrier, dans tous les pays, se développerait avec une telle force que le capitalisme en état de vivre ses derniers mois. A la fin de 1918, en 1919 et pendant la première moitié de 1920, l'Europe bouillonnait comme une chaudière gigantesque, mais le capitalisme put résister et principalement pour cette raison que, dans la lutte, les intérêts corporatifs l'emportèrent en tous lieux sur les intérêts généraux de la classe ouvrière et que les intérêts nationaux prévalurent sur les intérêts internationaux.

Dans ce dernier cas il faut reconnaître l'hérédité de l'époque précédente pendant laquelle les Internationales, tant politiques que syndicales, n'étaient guère que des bureaux de mutuelle information et non pas des organes d'action internationale. Les organisations ouvrières de chaque pays étaient inscrites *par pure formalité* à l'Internationale qui ne se donnait pas même pour tâche d'agir sur le plan international. La théorie de la défense de

la patrie dominait dans les Internationales politiques et syndicales et de là sortait, avec une logique inflexible, la politique de guerre des partis politiques et des syndicats.

Les réformistes, pendant la guerre, ont fait application de leur théorie de la collaboration des classes. Mais comment purent-ils venir à un tel avilissement les dirigeants de cette Confédération Générale du Travail qui avaient déclaré maintes fois qu'elle adoptait un point de vue antipatriotique et antimilitariste? La Confédération Générale du Travail tomba encore plus bas que les partis socialistes, et c'est dans la boue, dans le sang et dans la trahison que fut constituée l'alliance organique entre les réformistes du parti socialiste et ceux des syndicats, — alliance qui permit à ces politiciens de tenir entre leurs mains les organisations ouvrières de ce pays.

Les deux Internationales furent tuées par le premier coup de canon, bien que le ministre de Sa Majesté le roi de Belgique ait conservé le souvenir de la II^e Internationale et que Karl Legien, avec un zèle ridicule, ait précieusement conservé la clef de la caisse postale sur laquelle on pouvait lire: « Secrétariat international des syndicats ».

Pendant les premiers temps on put croire que l'idée même de l'Internationale avait été définitivement tuée, mais ce n'était qu'une apparence. En effet, dans le tourbillon sanglant de la guerre naquit le véritable internationalisme qui fut l'ancre de salut pour la classe ouvrière abrutée par la bataille.

Malgré le rapide développement des idées internationalistes dans tous les pays, le nationalisme, vers la fin de la guerre, tenait encore enserrée étroitement dans ses bras la majorité des organisations ouvrières. La Révolution russe fut cause d'une telle explosion de sympathie de classe que les réformistes eux-mêmes sentirent la nécessité de créer une Internationale et d'envoyer, de temps en temps, des adresses de félicitations à la Révolution russe.

Ainsi surgirent, au début de 1919, la II^e Internationale et celle d'Amsterdam. Ces deux organisations peuvent être hardiment dénommées les Internationales des nationalistes, car chacune de leurs parties constituantes se rattache de plus près à sa bourgeoisie qu'au prolétariat

des pays étrangers. Ces Internationales pouvaient-elles satisfaire les ouvriers révolutionnaires de tous les pays et, en particulier, du pays qui le premier leva le drapeau de la révolution sociale? Non, en aucune manière.

Tant que l'on n'aura pas tué dans l'âme du prolétariat le nationalisme, la victoire de ce prolétariat sur la bourgeoisie reste impossible. Pour tuer le nationalisme il faut essentiellement que la lutte révolutionnaire soit menée avec ensemble par les ouvriers de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays. Les intérêts de la révolution sociale exigeaient que l'on créât des instruments internationaux de défensive et d'offensive; — voilà pourquoi le Parti communiste russe prit l'initiative de constituer un état-major mondial du mouvement communiste, et les syndicats russes se chargèrent de l'initiative d'une organisation internationale des syndicats révolutionnaires.

L'Internationale syndicale, ses débuts, ses forces

L'idée de la III^e Internationale était née longtemps avant celle d'une Internationale révolutionnaire des syndicats. Zimmerwald et Kienthal sont les points d'origine de l'Internationale communiste qui se constitua définitivement au début de 1919. Peu après la Révolution d'octobre, il nous semblait déjà possible de travailler à l'intérieur de la seule Internationale syndicale. Mais la participation des représentants des syndicats aux pourparlers de Versailles, la Conférence des syndicats à Berne (février 1919) et le Congrès d'Amsterdam (juillet 1919), puis, plus tard, la Conférence internationale de Washington montrèrent la nécessité d'un centre fixe du mouvement syndical mondial.

Ce centre fut constitué en juillet 1920 par les syndicats de Russie, d'Espagne, d'Italie, de Yougo-Slavie, de Bulgarie et la minorité de la C.G.T. française. O ironie du sort! Ce fut le représentant de la Confédération Espagnole du Travail, Pestaña, qui signa avec nous la réso-

lution fondamentale dans laquelle il est parlé de la dictature du prolétariat et de la collaboration avec l'Internationale communiste! Maintenant le camarade Pestaña s'élève violemment, catégoriquement, contre ces deux points et il est partisan d'une Internationale syndicale anarchiste.

La Confédération Italienne du Travail qui, représentée par le camarade D'Aragona, a signé la même déclaration, après le déclin du flot révolutionnaire en Italie a écouté les conseils d'Amsterdam, où elle a trouvé le repos éternel du réformisme.

Depuis juin 1920 jusqu'au premier Congrès (juillet 1921), le Conseil international des Syndicats révolutionnaires a réussi à assembler presque toutes les organisations syndicales révolutionnaires du monde, grâce à quoi le premier Congrès a pu établir le fondement sérieux d'une nouvelle organisation qui a reçu, après le Congrès, le titre d'Internationale syndicale rouge.

Quelles questions ont principalement occupé l'attention du 1^{er} Congrès: ce sont des questions d'organisation et des problèmes complexes de stratégie internationale de classe. Le Congrès discuta avec soin la question du contrôle ouvrier, des comités de fabriques et élabora sur la base de l'expérience révolutionnaire de tous les pays un programme d'action, en partant du principe de l'action directe des masses contre le capital et l'Etat bourgeois, du renversement de la bourgeoisie par la violence et de l'établissement, pendant la période de transition, de la dictature du prolétariat.

A partir du 1^{er} Congrès les forces de l'Internationale syndicale ne cessèrent de s'accroître. Il est vrai que nous subîmes des pertes. La Confédération Générale du Travail italienne nous quitta; nous fûmes abandonnés par les syndicalistes français; mais en revanche le nombre de nos partisans augmentait constamment dans tous les pays. *Il n'y a pas un seul pays du monde*, y compris l'Extrême-Orient, où nous n'ayons au moins une minorité dans les anciens syndicats, une fédération détachée ou une centrale syndicale.

C'est ainsi que, dans ces derniers temps, se sont affiliés à l'Internationale syndicale les syndicats de Java, la minorité de la C. G. T. du Japon, certains syndicats

chinois, etc. Dans l'Europe Centrale, particulièrement en Allemagne, le nombre de nos partisans augmente rapidement. Il suffira de noter qu'en Allemagne, nous avons pour nous, dans les anciens syndicats, environ 2.500.000 partisans. Un formidable accroissement des idées révolutionnaires se fait remarquer en Amérique. Là-bas, des indépendants et toute une série d'organisations qui appartiennent à la Fédération Américaine du Travail, viennent à nous. Il n'y a pas une seule organisation affiliée à la Centrale syndicale d'Amsterdam où nous ne comptions une solide minorité et, dans certains pays, une majorité *effective*. Il convient de noter que le fait d'appartenir à l'Internationale syndicale rouge est, dans certains pays, un motif suffisant pour la discussion forcée des syndicats et pour la terreur blanche (Yougo-Slavie, Roumanie, Finlande, Esthonie, Lettonie, Lithuanie, Pologne); et néanmoins les syndicats viennent à nous.

Voilà pourquoi, quand les gens d'Amsterdam d'un côté, et les anarchistes de l'autre, affirment que l'Internationale syndicale rouge n'existe pas, nous répondons: « Si l'Internationale syndicale rouge n'existait pas, vous et la bourgeoisie ne la haïriez pas à tel point. » Nous groupons actuellement, sans compter la France, de 16 à 17 millions de prolétaires dans le monde. Remarquons aussi que cette force ne cesse de s'accroître, tandis que les forces d'Amsterdam ne cessent de diminuer: nous leur prenons l'armée sur laquelle ils comptaient pour nous battre.

Autonomie et indépendance nationales

Il semblait que nous étions arrivés à une entente complète sur les limites de l'autonomie. Les réserves que faisait le groupe des délégués français avaient un caractère surtout pratique; en tous cas, personne, parmi eux ne fit de l'autonomie et de l'indépendance l'usage qu'en firent plus tard certains représentants de la C. G. T. U. De la résolution prise au Congrès sur les rapports réciproques entre l'Internationale communiste

et l'Internationale syndicale rouge, nous fîmes alors même, à Moscou, deux applications pratiques.

La première fut de rétablir la situation en Italie. Sous ma présidence eut lieu une assemblée des représentants du Comité Central du Parti Communiste d'Italie (Gennari et Terracini) et de l'Union Syndicale Italienne (Vecchi et Mari); et les deux parties signèrent une entente sur le travail en commun pour la conquête de la Confédération Générale du Travail et pour une action commune contre l'offensive de la réaction.

Un second accord fut signé entre les représentants du Parti Communiste espagnol et ceux de la Confédération Nationale du Travail. En effet un certain nombre de syndicats qui appartiennent à l'organisation réformiste dite Union Générale des Travailleurs ont été conquis par les communistes. La question qui fut posée était de savoir si ces groupes devaient sortir de la Confédération Réformiste pour entrer dans l'organisation révolutionnaire. Les deux parties s'entendirent sur ce point que les syndicats communistes n'avaient point à sortir, pour le moment, de la C. G. T. réformistes mais qu'ils devaient coordonner leur action avec la Confédération Nationale du Travail. Notez bien que c'était là des accords mutuels et de bon gré. Or, dites-moi, ces accords contreviennent-ils, dans une mesure quelconque aux intérêts du mouvement ouvrier de ces pays? Certainement non. Cela ne fit que fixer et préciser les rapports réciproques.

Et enfin, quand nous reçûmes la première protestation de la minorité de la C.G.T. française contre la résolution que l'on avait prise, nous envoyâmes au Congrès de Lille une adresse dans laquelle nous protestions contre l'altération du sens des résolutions prises. Pour plus grande clarté, nous proposâmes aux intransigeants de la délégation française de chercher une formule acceptable pour les syndicalistes français. Voici ce qui est dit dans la résolution qui porte la signature de Sirolle, Labonne et quelques autres camarades : L'idée maîtresse de la résolution, c'est la coordination de toutes les actions révolutionnaires dans chaque pays. Le Congrès Constitutif n'a pas prescrit à tous les pays les mêmes formes de coordination. Ce qui importait avant tout à tous les délégués, c'est l'unité d'action, dont les formes devaient être

définies, élaborées, précisées, d'après les particularités des mouvements syndicaux et communistes dans chaque pays. Dans toutes les résolutions votées on ne trouve pas l'idée de subordination au Parti Communiste, mais l'idée de conquérir le mouvement syndical au communisme. Chaque pays doit rechercher pratiquement les formes de liaison pour l'action révolutionnaire ; il est, d'ailleurs, bien entendu que les considérations internationales doivent être à la base de tous les accords entre les syndicats et les partis.

« Si, en France, les syndicalistes et les communistes créent, pour toutes les actions offensives et défensives, une commission mixte ou un Comité d'action ayant pour but de concentrer toute l'énergie révolutionnaire, d'utiliser toutes les forces de propagande et d'agitation pour réaliser l'objectif commun, les syndicalistes agiront en conformité avec les résolutions du Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge. »

Après cela, nous estimions que la question était réglée ; mais nous étions loin de compte : elle ne faisait que de commencer. Nos camarades français prirent pour levier l'autonomie et l'indépendance, et partirent en campagne contre l'Internationale Syndicale Rouge, l'Internationale communiste, le gouvernement Soviétiste, la dictature du prolétariat, etc... Pour moi qui connais le mouvement syndicaliste français, cette question d'une liaison organique avec le Parti n'est qu'un prétexte. Ceux qui savent lire pouvaient en un instant, constater que l'Internationale Syndicale *n'exigeait pas* l'établissement de cette liaison ; du moment qu'il était dit dans la résolution « il est *désirable* », on ne pouvait interpréter cela dans le sens *d'obligatoire*. Il s'agissait seulement sous apparence d'autonomie nationale de se réserver une indépendance absolue à l'égard de l'Internationale et la liberté complète d'action contre toutes les décisions qui seraient prises. Cela signifiait que l'on voulait recevoir des droits dans l'Internationale sans accepter aucune obligation ; cela signifiait qu'on en revenait à la plus vilaine époque d'avant-guerre, lorsque chaque organisation nationale mettait ses intérêts au-dessus de ceux du prolétariat international.

Si l'on n'avait pas eu ce désir de s'affranchir de tout

contrôle, même moral, de la part de l'Internationale, il aurait été difficile de comprendre pourquoi l'on en revenait sans cesse à la question d'autonomie et d'indépendance, mots que l'on faisait invariablement suivre des épithètes « entière, absolue, complète », etc. Et pourquoi s'affilier à l'Internationale si l'on entend garder une indépendance absolue à son égard ? Peut-être est-il question d'indépendance par rapport au Parti ; mais cette question a déjà été traitée des dizaines de fois ; il est difficile de comprendre qu'elle revienne encore sur le tapis. Non, il s'agit d'occuper dans l'Internationale une place particulière, exceptionnelle, où, comme disent certains, la première place. Mais c'est dans la lutte contre la bourgeoisie qu'il faudrait chercher la première place, et non pas par des moyens artificiels.

Jusqu'à quel excès a été poussé ce jeu d'autonomie et d'indépendance, on peut le voir par l'exemple suivant : Lorsque je vins à l'étranger, vers le 20 mai dernier, j'appris que l'on préparait à Berlin une conférence. Je cherchai à me renseigner sur cette assemblée. Personne n'en parlait, ni dans la presse syndicaliste, ni dans la presse anarchiste, ni dans la presse communiste. Cependant, de Hollande, de Suède, d'Italie, des camarades me font savoir qu'il s'agit de constituer une nouvelle Internationale. (Ce qui était vrai, vous ne l'ignorez pas). J'écrivis alors, de Berlin, à *l'Humanité* et posai nettement la question.

Je suis certain que 99 pour cent des délégués ici présents n'apprirent l'existence de cette mystérieuse conférence que par mes questions. Or, que répondit la C. A. de la C. G. T. U. ? Elle déclara, sur un ton d'irritation, qu'elle envoyait là-bas des délégués à titre d'information (pourquoi cela ? on ne l'a pas publié) ; et, finalement, elle dit que ma lettre est « une violation de l'indépendance et de l'autonomie dont le mouvement syndicaliste français ne songe pas à se départir ». Une violation de l'autonomie ? Ce n'est pas mal, n'est-ce pas ?

Il y a tout juste un mois, cette même C. A. votait une résolution dirigée contre la politique intérieure du gouvernement soviétiste. Chez nous, en Russie, il n'y a eu personne pour considérer cette déclaration comme une violation de l'autonomie de la Russie soviétiste. Et cependant la Russie soviétiste est une puissance pas moindre

que la C. G. T. U. Or, il m'a suffit de poser quelques questions qui, malgré moi, ont eu un caractère désagréable pour que l'on me jetât à la tête l'autonomie. Faut-il croire que ce sont là des plaisanteries ? Si oui, ce sont des plaisanteries d'assez mauvais goût.

Quand on élargit ainsi le sens des mots « autonomie » et « indépendance », il me vient un doute : votre participation, si vous vous affiliez, ne sera-t-elle pas purement formelle. Les rapports réciproques du Parti Communiste et des Syndicats ne sont pas soumis à la réglementation de l'Internationale. Le mouvement ouvrier international est trop divers pour que l'on puisse établir un règlement unique. Et si vous entendiez, par autonomie et indépendance, le refus d'une liaison organique avec le Parti Communiste, cette question pourrait être réglée en une demi-heure. Mais si jusqu'à présent cette question n'est pas résolue, cela vient de ce que personne ne peut comprendre jusqu'où s'étendent votre autonomie et votre indépendance. Si une fédération quelconque déclarait qu'elle est absolument indépendante de la C. G. T. U. et qu'elle fera toujours et partout ce qu'elle voudra, vous ne l'admettriez pas sans doute dans votre organisation. Vous diriez que l'indépendance et l'autonomie de la partie sont limitées par les intérêts du tout.

Il en est de même des rapports mutuels entre l'Internationale et ses organisations nationales. Celui qui réclame une indépendance illimitée ne doit pas entrer dans l'Internationale. Il doit rester isolé. Ce sera là l'autonomie « entière, absolue et complète... »

L'Indépendance internationale

Après s'être affiliés en 1919-1920 à l'Internationale Communiste, les syndicalistes-anarchistes, en 1921-1922, commencèrent une campagne énergique non seulement contre l'Internationale Communiste, mais aussi contre l'Internationale Syndicaliste Rouge, sur la question de la représentation réciproque. C'est ainsi qu'ayant changé leur orientation en l'espace d'un ou deux ans, ces camarades tombent

sur l'Internationale Communiste et lui dénie toute signification révolutionnaire. On sort les vieux clichés anti-politiques ; la politique est considérée comme une création de l'enfer ; et en outre, comme toujours dans ces cas-là, ce qu'on entend par politique, c'est la cuisine parlementaire. Or, la politique ne consiste-t-elle pas plutôt dans la lutte d'une classe contre une autre et tout mouvement économique n'est-il pas en même temps un mouvement politique.

L'Union Syndicale Italienne et la Confédération Nationale Espagnole expliquent, dans leurs résolutions officielles, leur affiliation à l'Internationale Communiste par la sympathie qu'elles éprouvent pour la Révolution Russe. Mais c'est une explication qui n'explique rien, car il est difficile de comprendre comment on peut « par sympathie » renoncer aux principes essentiels du syndicalisme-anarchiste. Il serait plus juste de dire que les dirigeants du mouvement syndicaliste-anarchiste, en examinant attentivement la Révolution russe, ont compris enfin les forces motrices qui étaient en elle et, pour cette raison, se sont ralliés à l'Internationale Communiste. Mais ensuite, lorsque se produisit l'offensive générale de la réaction devant le reflux du mouvement ouvrier, les syndicalistes se mirent à la recherche d'une théorie de tout repos qui pût les tenir à l'écart des difficultés de la pratique. Toute leur théorie de l'internationalisme est fautive depuis le commencement jusqu'à la fin. Elle est fautive parce qu'elle part, pour édifier l'Internationale, des rapports réciproques des partis et des syndicats existant dans quelques pays (France, Espagne, etc.). Mais dans de nombreux pays, les organisations syndicalistes-révolutionnaires jouent un rôle insignifiant ; le centre de gravité de la lutte révolutionnaire se trouve en dehors de ces organisations. En comparaison avec la valeur assez modeste du syndicalisme révolutionnaire, le communisme joue un rôle de premier ordre dans le mouvement ouvrier de ces pays. L'Internationale Communiste compte, dans le monde entier, 2.500.000 membres, mais partout se trouvent sous son influence des dizaines de millions de prolétaires. Voilà pourquoi toute la presse bourgeoise internationale suit fiévreusement l'activité de l'Internationale Communiste.

Le communisme est une force *internationale*. Dans l'immense majorité des pays, il n'y a point de mouvement révolutionnaire qui ne soit communiste. La victoire de la révolution sociale n'y est possible que sous le drapeau du communisme. Et vous voulez que la *majorité* des syndicats révolutionnaires des autres pays accepte votre point de vue anti-communiste ? Au nom de quoi ? Au nom d'une abstraction, au nom de l'indépendance. La représentation réciproque qui a été établie par le Premier Congrès des Syndicats Révolutionnaires entre les deux Internationales a pour objet la concentration de toutes les forces pour une action commune. En aucun pays, même en France, aucune manifestation sérieuse contre la bourgeoisie n'est possible sans une soudure de toutes les forces révolutionnaires.

Mais la représentation réciproque est aussi une *pénétration réciproque*. Par l'intermédiaire de ses représentants, L'Internationale Communiste, dit-on, nous donnera des « ordres » ; elle pourra, comme cela s'est produit pour Fabre, exiger des exclusions, etc. La crainte que l'on éprouve de recevoir des « ordres » témoigne de conceptions par trop bornées et d'une incompréhension absolue de la différence qui existe entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale.

Prenons quelques exemples. Commençons par Fabre. L'Internationale Communiste est une organisation dont tous les membres partagent les mêmes idées ; elle a donc le droit absolu de rejeter de ses rangs ceux qui marchent contre le programme et la tactique qu'elle a fixés. Si vous êtes disposés à marcher contre l'Internationale Communiste, il n'y a pour vous aucune raison de vous inscrire au Parti Communiste ; vous pouvez rester dans un parti socialiste ou en dehors de tout parti. L'Internationale Syndicale Rouge est une organisation construite sur d'autres bases et, par conséquent, la situation y est différente. Avant tout, l'exclusion de l'Internationale Communiste ne signifie pas l'exclusion de l'Internationale Syndicale Rouge. C'est ainsi que, pendant la Conférence de Gênes nous apprimes que le secrétaire général de la Centrale Syndicale de Norvège, Ole Lian, s'était rendu à Gênes en qualité de conseiller technique du gouvernement bourgeois de la Norvège. A cette époque la situation de l'organisation norvégienne n'était pas encore définie. Il n'y avait pas

encore eu de referendum. L'organisation appartenait en fait à Moscou, mais, pour la forme, elle se rattachait encore à Amsterdam. Nous ne nous prononçâmes point sur cette question. Mais l'Internationale Communiste exclus du nombre de ses membres ce secrétaire général, estimant que ceux qui appartiennent au Parti Communiste ne doivent point se charger de pareilles fonctions.

Autre exemple : pendant le soulèvement du mois de mars 1921, en Allemagne, les syndicalistes allemands non seulement refusèrent de se joindre aux ouvriers insurgés, mais ne secoururent point les ouvriers qui essayaient la fusillade ; ils imprimèrent même dans leur organe officiel un article dans lequel ils blâmaient fortement l'insurrection qui se produisit dans « la plus libre république du monde ». Cette manifestation des syndicalistes fut un coup trahisamment asséné dans le dos des ouvriers révolutionnaires. Eh bien, je vous déclare que si, à cette époque, les syndicalistes allemands avaient été affiliés à l'Internationale Syndicaliste, nous aurions envoyé une lettre ouverte aux membres de cette organisation et nous aurions déclaré, sans ambages, que leur conduite était indigne d'une organisation révolutionnaire. Aurions-nous eu le droit de le faire ? C'est le devoir de l'Internationale. Si elle ne réagit pas en présence de faits aussi monstrueux, elle est inutile.

Vous voyez donc que l'Internationale Syndicale est dans une situation tout autre que l'Internationale Communiste ; tout ce que l'on a raconté au sujet de l'exclusion des syndicalistes par ordre de l'Internationale Communiste sont des stupidités pures et simples ; mais le devoir d'intervention de l'Internationale Syndicale subsiste dans le cas même où il n'y aurait aucune liaison entre ces deux Internationales.

La force révolutionnaire communiste tend à renverser la domination de la bourgeoisie et à établir la dictature de la classe ouvrière. Le but de l'Internationale Syndicale Rouge est identique. Comment donc pourrait-on lutter pour atteindre un seul et même but sans avoir de liaison, sans coordonner les diverses activités ? S'il existait une véritable Internationale anarchiste ayant une grande influence sur les masses, une Internationale d'action et non de résolutions, l'Internationale Syndicale Rouge devrait,

pour remplir son devoir révolutionnaire, s'efforcer d'établir une liaison même avec cette Internationale pour une action commune de classe.

Je ne sais ce que pensera le II^e Congrès de la proposition qui lui sera faite de supprimer le paragraphe XI des statuts de l'Internationale Syndicale, c'est-à-dire la représentation réciproque ; mais il serait monstrueux que les syndicats français restent en dehors de l'Internationale, à cause de ce paragraphe. Les communistes sont disposés très sincèrement, et avec beaucoup d'ardeur, à former bloc avec les syndicalistes dans une unique Internationale syndicale ; mais il ne permettront jamais que l'on fasse de l'Internationale syndicale une organisation hostile à l'Internationale Communiste. Car ce que proposent les partisans de l'autonomie internationale, « absolue, complète et entière », c'est l'ouverture des hostilités contre l'Internationale Communiste et le communisme.

L'Internationale syndicaliste-anarchiste indépendante

Ainsi donc la théorie de « l'indépendance absolue » nous amène à la création d'une Internationale syndicaliste-anarchiste. Avant tout un peu d'histoire.

En 1913 fut fondé un bureau international syndicaliste-anarchiste ayant son siège à Amsterdam. Avez-vous entendu parler de cette Internationale pendant la guerre ? Quant à moi, je n'en ai rien entendu dire. Ce sont des « politiciens » qui ont organisé Zimmerwald et Kienthal, qui servirent de centres de cristallisation pour les forces révolutionnaires.

En décembre 1920 eut lieu, à Berlin, une conférence syndicaliste qui élaborait une déclaration en six points et constitua un nouveau bureau. Ce nouveau bureau ne fit pas davantage que l'ancien et il faut pratiquer de sérieuses recherches pour découvrir la trace de cette organisation. Après une longue enquête nous apprîmes que le secrétaire de cette organisation était Lansink (Hollande). Après

le Congrès des syndicats révolutionnaires, les syndicalistes allemands résolurent d'administrer quelque injections sous-cutanées à ce cadavre, et ils invitèrent les représentants de différentes organisations syndicales à leur Congrès de Dusseldorf (octobre 1921). A cette réunion se rencontrèrent le représentant des I. W. W. qui revenait de Moscou et passait par Berlin, Lausink, qui arrivait de Hollande, et le représentant des syndicalistes de Tchécoslovaquie. Lorsqu'on apprit par les journaux, dans ce dernier pays, qu'il y existait une organisation syndicaliste, une commission spéciale fut chargée de la rechercher. Cette commission poursuit encore ses recherches jusqu'ici infructueuses.

Le Congrès des syndicalistes se déclara en faveur de la création d'une nouvelle Internationale. En décembre 1921, la Conférence anarchiste internationale prit cette décision : « Les anarchistes groupés dans les syndicats sont invités à soutenir tout projet ayant pour but la fondation d'une Internationale Syndicaliste Révolutionnaire... En mars 1922, l'Union Syndicale Italienne « décide (en se plaçant sur le terrain de la C. G. T. U. française) d'adhérer à la Conférence Internationale annoncée des organisations syndicalistes révolutionnaires du monde entier ». De cette manière, les Italiens se joignent à l'initiative des Français et la C. A. dans son rapport, déclare qu'elle adhère à l'initiative des Italiens.

D'après les faits que nous venons d'énumérer, nous connaissons ceux qui furent les initiateurs de cette Conférence. C'est une Conférence préalable pour entente avec l'I. S. R., disent les uns ; c'est une Conférence préalable pour la fondation d'une nouvelle Internationale, disent les autres. Quelle était la position de la C. A. dans cette question. Avant tout, elle ne voulut pas entendre parler de l'I. S. R. Pourquoi ? Je trouve l'explication de cette conduite dans les paroles suivantes de Colomer : « On nous désigna parmi les membres de la Commission administrative et comme nous n'avions pas dissimulé notre point de vue fédéraliste, antipoliticien, libertaire, durant toutes les séances du Congrès, nous nous crûmes autorisés par les délégués même qui nous avaient appelés à collaborer à la gestion de la C. G. T. U., à pousser franchement la nouvelle organisation confédérale, de toutes nos forces,

quoi qu'on en dise et quoi que l'on fasse, sous le soleil reconfortant de l'Anarchie. » (Voyez le *Libertaire* n° 179).

Mes félicitations pour cette franchise. Mais pourquoi donc tombez-vous avec tant d'acharnement sur les communistes, les accusant d'orienter la C. G. T. U. vers le communisme? Et enfin, allons plus loin. La tâche consistait en ceci qu'il fallait se rassembler pour élaborer un ultimatum à l'I. S. R., et ensuite convoquer un Congrès des Syndicalistes. Ici, je cède la parole à la C. A.

« Il lui appartient de déterminer les conditions d'une adhésion collective des mouvements syndicalistes nationaux à une Internationale.

« Lorsqu'elle aura trouvé dans son sein la formule générale exprimant ces conditions, elle la soumettra à l'I. S. R. qui aura tout loisir de l'examiner et d'y répondre avant le 1^{er} septembre.

« A cette date, en possession de la réponse négative ou affirmative de l'I. S. R., le Congrès envisagé se tiendra pour examiner cette réponse et décidera, *en toute connaissance de cause*, soit d'adhérer à l'I. S. R., soit de constituer une Internationale Syndicale selon que l'I. S. R. aura accepté ou refusé le point de vue de la « Conférence préalable ».

Cette phrase prouve que l'on préparait méthodiquement une scission dans le mouvement syndical international. Et cette scission devait être le résultat de la non-acceptation d'exigences inacceptables. Le désir de provoquer, à tout prix, une scission est manifeste quand on examine les points suivants de la résolution prise par l'Union Syndicale Italienne :

« — Exclusion de l'Internationale syndicale, des syndicats ou groupements syndicaux majoritaires qui adhèrent à l'organisation jaune d'Amsterdam, fût-ce par l'intermédiaire des Fédérations professionnelles ;

« — Limitation de l'activité et de la direction de l'Internationale Syndicale aux problèmes et à l'action de caractère international ;

« Et réclament que le prochain Congrès de l'I. S. R., dans lequel les conditions exposées dans la résolution Giovanetti devront être discutées, ait lieu en Europe occidentale et que le siège du futur Comité Exécutif de l'I. S. R. soit en dehors de la Russie, acceptant en même

temps la proposition de la Confédération Générale du Travail française d'organiser une conférence internationale, syndicaliste-révolutionnaire, pour s'entendre sur tous ces points. »

Le premier point signifie que l'on veut exclure de l'Internationale Syndicale toutes les minorités qui se trouvent encore dans les vieux syndicats, c'est-à-dire : 2.500.000 ouvriers allemands; 400.000 italiens; 500.000 tchéco-slovaques; 300.000 polonais, etc.; — et cela pour cette seule raison qu'ils n'ont point fait de scission et qu'ils continuent la lutte dans le sein des vieux syndicats. Les syndicats italiens se seraient bien gardés d'émettre cette proposition il y a six mois; car alors même les syndicalistes révolutionnaires français qui se trouvaient encore dans l'ancienne Confédération du Travail auraient été exclus. Maintenant que les syndicalistes français ont créé leur C. G. T. U, on peut faire cette proposition pour rejeter de l'Internationale les ouvriers non-syndicalistes. Ce stratagème est-il de votre goût?

Quant au second point, son absurdité est tellement évidente qu'elle n'a pas besoin de commentaires. Voici, en effet, le sens véritable de cet article. Nous ferons tout ce qui nous plaira, et l'Internationale n'aura pas le droit de dire son mot. Et comme *aucune* action internationale n'est possible en dehors de l'activité des organisations nationales, l'Internationale devient un fantôme.

Pour ce qui est du Congrès en dehors de la Russie, nous avions déjà proposé à l'Union Syndicale Italienne de convoquer ce Congrès à Milan. Nous accepterions volontiers l'idée de le convoquer à Paris, mais comme vous n'avez pas la possibilité d'obtenir le visa d'entrée en France pour tous les délégués, ni surtout de garantir la sécurité du Congrès, — pourquoi vous livrer à des procédés de démagogie indignes de vous?

J'aurais la même chose à dire au sujet du « siège du futur Comité Exécutif de l'I. S. R. » Je voudrais bien savoir où, en quel pays, une Internationale Révolutionnaire pourrait agir librement.

Toutes ces propositions démontrent simplement que la fraction de Borghi préfère n'importe quel gouvernement bourgeois au Gouvernement soviétiste. A la bonne heure! La Conférence elle-même fut préparée avec des

soins d'un caractère tout particulier. La C. A. de la C.G.T.U. répondait à l'Internationale dans les termes suivants :

« Appelée à examiner votre proposition, la C. A. de la C. G. T. U., dans sa réunion du 28 avril 1922, a décidé de porter à votre connaissance qu'elle est déjà saisie *d'une convocation avec toutes les Centrales Syndicales, y compris celle de Russie*, pour une Conférence préalable, où sera discuté le problème de l'Internationale syndicale.

« Suite à votre lettre, nous écrivons même courrier à l'Union Syndicale Italienne chargée des convocations, de vouloir prendre Berlin comme siège de la Conférence en cause *et ceci pour faciliter la présence de la Centrale Syndicale Russe.* »

De cette lettre il fallait conclure que la Centrale Russe était convoquée à droits égaux avec les autres centrales; il se trouva pourtant qu'on avait aussi convoqué, comme membre de la Conférence *pourvu des mêmes droits* le groupe berlinois des syndicalistes-anarchistes russes, qui reçut, pour accroître son importance, le titre sonore de « minorité russe »; et, de plus, la Centrale Russe était convoquée pour répondre, en tant qu'accusée, au réquisitoire suivant : « Les crimes du Gouvernement soviétiste et du prolétariat russe contre la révolution sociale. » Les procureurs, en cette affaire, étaient Mratchny et Chapiro qui avaient autant travaillé dans le mouvement syndical de Russie que Lecoin, Besnard et Totti dans celui de Chine; d'autres accusateurs se levèrent, bien entendu, tels que Souchy, Borghi, et autres grands révolutionnaires de l'éloquence. Pour plus ample information (des délégués de la C. G. T. U. s'étaient rendus à Berlin pour y chercher cette « information »), on refusa d'admettre ceux dont le point de vue différait de celui de Borghi et de Souchy; ce qui s'ensuivit, ce fut la sortie des représentants de la Centrale Syndicale Russe. Mais la Conférence poursuivit néanmoins ses travaux.

Disons quelques mots de « l'âme » de cette conférence, des syndicalistes allemands. Lorsqu'en Allemagne et en d'autres pays où l'on a quelques notions de géographie, on apprit que les syndicalistes allemands se donnaient pour les représentants du prolétariat révolutionnaire de

l'Allemagne, ce fut un rire général. Je n'ai pas du tout l'intention de vexer les membres de ce Congrès, mais je dois dire ce qui est. — « La voilà donc, la C. G. T. U ! », — se dirent les camarades qui connaissaient peu votre jeune organisation; ce sont les mêmes que les syndicalistes allemands; il y a donc en France aussi des syndicalistes tolstoïens ! »

Les Localistes allemands

Un jugement de ce genre, porté sur vous, est parfaitement compréhensible, car on raisonne toujours d'après le proverbe: « Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es ! » Ainsi donc, qui hantez-vous en Allemagne? De crainte d'être accusé de partialité, je vais emprunter quelques citations à l'organe central des syndicalistes allemands où se trouve le compte rendu officiel du Congrès de Dusseldorf.

L'un des délégués, Dench, dit :

« Nous ne pouvons pas forcer nos membres à rompre avec l'église. Nous avons des organisations dont les dirigeants vont à la messe avec femmes et enfants; cependant leur caisse est en meilleur état que celle de certains athées connus qui disparaissent souvent en emportant la caisse ».

Un autre, Saner, d'Essen :

« Nous condamnons la conduite du « Syndicalist ». Nous ne sommes pas partisans de ramper sur le ventre devant le gouvernement allemand :

Un autre dit :

Schumacher (Viesdorf). — « Les syndicalistes actuels n'ont pas d'élan. Le syndicalisme ne me satisfait pas pas non plus. Presque tout le groupe est emporté par le courant jaune ».

Un autre encore :

Meller (Cologne). — « Grâce à l'agitation des communistes, le nombre de nos membres a passé de 3,000 à 500. Divers groupes n'ont plus déjà que cinq ou six membres. Nos « chefs spirituels » ne font que lutter entre eux et veulent nous mener comme des moutons ».

Je poursuis :

Progonzky (Berlin). — « On ne lit plus un mot sur la lutte de classes dans tout le « Syndicalist ». Pas un mot non plus sur la grève générale ».

Et maintenant, écoutez bien ceci :

Osterreich (Berlin). — « La question essentielle provoquant chez nous tant de commentaires, c'est la question de la « non-résistance par la violence », qu'on a propagée ces temps derniers. Cependant, pour autant que nous l'apprend l'expérience, la violence est nécessaire. Comment osous-nous donc appeler criminels les camarades qui ne pensent pas comme nous ».

Enfin, l'anarchiste Kahu (Berlin), dit dans son discours :

« Le comité directeur est coupable pour une grande part de la décomposition de l'organisation. Dans le « Syndicalist », la liberté d'opinion est complètement étouffée. On n'expose que les opinions de Kater et de Winkler. Tout le syndicalisme allemand est épuisé. On l'a transformé en un pâle reflet du syndicalisme français. On ne veut pas comprendre qu'il est nécessaire d'aller vers les masses.

« Dans le « Syndicalist », on n'entend que de tendres chansons sur la paix et l'amitié. Nous devons prêter notre attention aux sons rudes de la vie véritablement prolétarienne. Le syndicalisme doit mener une lutte quotidienne ».

Et pour finir, ces petites citations :

Freitag (Hambourg). — L'attitude complètement pacifiste de l'organisation syndicaliste, nous a entraînés dans les marais socialistes, majoritaires et indépendants. Nous ne pouvons pas appeler frères les capitalistes. Il ne faut aucune sentimentalité. Si les choses continuent de la sorte, on en viendra à la scission ».

Le rédacteur Winkler défend l'article intitulé : « Les pourvoyeurs de la réaction », dans lequel il demandait le sabotage de l'action de mars. Il se plaint de ce que nombre de groupes syndicalistes déchirent leurs cartes de membres et ne veulent pas payer leurs cotisations.

Kester, de Dusseldorf, dit : « Par l'article « les pourvoyeurs de la réaction », le « Syndicalist » a frappé dans le dos les ouvriers en lutte qui tombaient dans les griffes de la bourgeoisie et remplissaient les prisons ».

Vous voyez comment s'exprimaient les délégués.

En ce qui concerne les délégués français, les Allemands ont dit : des camarades révolutionnaires ? qu'est-ce que c'est ? La C. G. T. Unitaire ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Ils ont dit : mais ce sont des végétariens ! Vous comprenez bien qu'ils ne sont pas obligés de connaître vos sentiments. Moi, qui les connais, je suis intervenu et j'ai dit : il s'agit d'une organisation révolutionnaire.

Décisions de Berlin

La conférence de Berlin s'est déclarée ennemie de toute violence organisée dans les mains d'un gouvernement révolutionnaire quelconque, — ça, c'est pour nous, — mais n'oublie certes pas que les luttes décisives entre le capitalisme d'aujourd'hui et le communisme libre de demain ne se passeront pas sans collisions sérieuses.

« Sans collisions sérieuses ». C'est donc qu'on reconnaît que cette violence que l'on condamne sera inévitable. On la reconnaît en tous cas comme moyen de défense. Mais la

classe ouvrière doit-elle laisser échapper une occasion qui lui serait favorable, sous prétexte de ne point exercer de violence offensive ?

Enfin, pour fixer sa position vis-à-vis de l'Internationale, la Conférence de Berlin déclare que l'Internationale syndicale rouge ne représente en elle-même, ni au point de vue des principes, ni à celui des statuts, une organisation internationale capable de souder le prolétariat révolutionnaire mondial en un seul organisme de lutte, et décide de nommer un bureau provisoire des syndicalistes révolutionnaires qui aura charge de convoquer, du 12 au 19 novembre 1822, un Congrès mondial des Centrales révolutionnaires. En outre, délibère que ce bureau communiquera à l'Exécutif de l'Internationale syndicale rouge les décisions de la Conférence, dans l'espoir que les centrales adhérentes à cette Internationale assisteront au congrès sus-indiqué pour rechercher les bases de co-existence, dans un même organisme, de toutes les forces syndicalistes révolutionnaires mondiales.

Et l'on nous pose des conditions absolument inacceptables. Les camarades de l'Union syndicale italienne demandent que le congrès ait lieu hors de Russie. Nous avons répondu : Nous sommes prêts à faire le congrès à Milan ; pouvez-vous nous assurer contre les fascistes. *Très bien!*). Ou bien, nous pouvons le faire à Paris ou à Saint-Etienne, mais si vous ne pouvez pas nous recevoir, camarades, pourquoi faire de la démagogie ?

Je n'ai pas touché à plusieurs questions, mais je vais finir sur deux points. Vous m'excuserez si j'ai été un peu long en me tenant compte que je viens de faire deux mille kilomètres.

Deux points

Avez-vous remarqué que la presse bourgeoise française est contre l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge ? Moi, je l'ai bien remarqué. J'aime lire le *Temps* parce qu'il sait ce qu'il veut, et quand les cheminots ont voté l'adhésion conditionnelle ce journal a publié sous le titre :

« Les Syndicalistes et Moscou » un article où l'on voit bien comment la presse bourgeoise française est contre votre adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Le *Temps* écrit :

« Le congrès des cheminots affiliés à la Confédération générale du travail unitaire, entendez par là les extrémistes qui voudraient assujettir le syndicalisme au communisme (ce qui est inexact puisque les cheminots sont pour l'autonomie) s'est prononcé en faveur de l'adhésion de ce groupement à l'Internationale communiste de Moscou ». Et plus loin :

« Les bolcheviks ne désarment pas à l'égard des socialistes » et on a beau dire qu'ils font des concessions, pour le *Temps* « les procédés des gens du kremlin sont des procédés haineux et de mauvaise foi ». Et encore — c'est toujours le *Temps* qui parle : C'est cette bande de scélérats, poursuivant systématiquement leur œuvre de spoliation, qu'on invite les travailleurs à soutenir par l'adhésion en masse à la III^e Internationale, qui n'est autre chose que l'instrument par lequel les bolchevistes espèrent réaliser, à leur seul profit, la révolution universelle. »

Camarades, je suis de cette bande de scélérats et j'y reste.

La révolution, ce n'est pas un jeu. Elle vous prend tout. Elle prend votre cerveau, elle prend vos forces, elle prend tout ce que vous avez dans votre âme et dans votre cœur. Et quand on est en lutte contre le monde entier, peut-il se trouver des camarades révolutionnaires qui disent :

« Nous voulons la liberté là-bas, nous voulons des soviets sans communistes ». Si quelqu'un disait ici : « Nous voulons des syndicats sans syndicalistes révolutionnaires », vous diriez : « Fichez-nous la paix ! » (*Mouvements divers.*) Pourquoi ? Parce que dans chaque pays le mouvement ouvrier a ses particularités qu'il faut reconnaître et que nous reconnaissons quand se disputent au sein de la famille ouvrière ces deux éléments qui sont l'âme de la classe ouvrière : les communistes et les anarchistes. Mais les faits priment toutes les formules.

Quand nous sommes devant une énorme difficulté, quand nous sommes isolés de tous côtés, nous ne vous demandons rien, nous n'exigeons rien. Est-ce que la révolution russe qui a donné pour la révolution mondiale des centaines de milliers de cadavres a exigé de vous quelque

chose? Non. Vous voulez nous critiquer? Mais il y a critiques et critiques. Dans une même famille, on se dispute entre frères et sœurs, mais si on se donne une gifle ou un coup de poing, c'est autre chose; et nous avons reçu beaucoup de gifles et de coups de poing, mais nous savons encaisser. Pour faire la révolution, camarades, il faut savoir encaisser. Allez-y. Et s'il se trouve des camarades, qui croient que pour le bien du prolétariat mondial il faut, actuellement, dans les conditions difficiles où nous sommes, nous attaquer et dire au prolétariat russe : « Désolidarisez-vous de votre gouvernement », nous répondons : « Non, nous sommes solidaires du gouvernement des Soviets. »

Solidaires du gouvernement des Soviets

Nous en sommes solidaires, par expérience de la révolution. Si vous croyez que dans votre pays les politiciens ne valent pas grand chose, faites sans eux, faites vous-mêmes, nous ne vous en empêchons pas, nous n'exigeons rien de vous, mais rendez-nous la pareille; nous n'exigeons pas que vous fassiez la révolution comme nous voulons, mais n'exigez pas davantage que nous la fassions comme vous voudriez. Faites-là seulement; nous, nous l'avons faite et ce n'est pas seulement pour faire plaisir à Lecoq ou Borghi que nous pouvons oublier les centaines de victimes sacrifiées à la révolution sont une question de fait et non pas une formule.

Le camarade Colomer écrit dans le dernier numéro du *Liberaire*, qui vient de paraître :

« On nous désigna parmi les membres de la commission administrative, et comme nous n'avions pas dissimulé notre point de vue fédéraliste, antipoliticien, libertaire, durant toutes les séances du congrès, nous nous crûmes autorisés, par les délégués mêmes qui nous avaient appelés à collaborer à la gestion de la C.G.T.U. à pousser franchement la nouvelle organisation fédérale, de toutes nos forces, quoi qu'on en dise et que l'on fasse, sous le soleil réconfortant de l'anarchie. »

C'est son droit à notre camarade d'écrire cela. Je ne suis pas hypocrite, je reconnais que c'est votre droit. (*Très bien!*) Mais quand le même *Libertaire* dit que nous n'avons pas le droit de parler du soleil réconfortant du communisme, nous disons : « Cela est hypocrite » et nous sommes contre ce genre de lutte dans la classe ouvrière.

Nous sommes en présence de grandes difficultés, et pour finir je vous rappellerai à ce sujet une légende de Maxime Gorki :

« Un peuple arriéré vivait dans une forêt sombre. Il était ignorant. Entouré d'arbres de tous côtés il ne voyait pas le soleil. Un jour, un jeune dit : « Allons en avant, nous sortirons de la forêt ». Et il partit avec ses compagnons. Les broussailles déchiraient leurs vêtements, le sang coulait et l'un d'eux, fatigué de marcher, lui dit : Tu nous as promis que le soleil brillerait sur le monde, que nous le verrions briller en sortant de cette forêt ; mais la route est pénible, nous n'en pouvons plus, nous restons. Alors, le premier déchira son cœur, l'alluma, en fit un flambeau avec lequel il marcha en avant. Et le peuple sortit de la forêt et vit briller enfin le soleil du Communisme. »

MESSAGE
DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE
AU CONGRÈS DE LA C. G. T. U.

Chers camarades,

Le régime de dictature bourgeoise qui sévit en notre pays ne donne pas la possibilité à l'Internationale Syndicale Rouge d'envoyer à votre Congrès un délégué pour exposer devant les représentants du prolétariat français le vaste problème que pose le mouvement syndical international. La présence de notre délégué serait d'autant plus nécessaire que les décisions et les statuts de l'Internationale Syndicale Rouge n'ont été nulle part plus défigurés et faussés qu'en France; nulle part plus de malentendus ne se sont formés et développés.

Mais le pouvoir en France se trouve toujours aux mains du Bloc National. Vos gouvernements ne sont pas, il faut l'avouer, les adversaires de tout principe d'autorité; nous sommes donc obligés, renonçant à la parole, de vous envoyer le présent message, dans lequel nous tâcherons d'une manière objective et impartiale de toucher à toutes les questions qui concernent le mouvement syndical révolutionnaire dans le monde.

1° A-t-on besoin d'une Internationale révolutionnaire ?

Nous sommes obligés de poser d'abord cette question, car les dix mois qui se sont écoulés depuis le premier congrès international des syndicats révolutionnaires ont démontré que la plus grande confusion régnait dans cet

ordre d'idées. Il existe une opinion d'après laquelle, dans l'Internationale, chaque organisation fait ce qu'elle veut et comme elle l'entend; cela s'appelle « autonomie absolue et indépendance entière ». Si nous donnons cette signification aux termes d'autonomie et d'indépendance, il faut admettre que l'Internationale est inutile. Une organisation dont les éléments constitutifs ne veulent accepter aucune obligation et peuvent agir à leur guise, en dépit des décisions prises, une organisation pareille est une fiction. Tout au plus est-ce une société constituée pour chanter l'*Internationale*, société dont les membres sont indépendants et autonomes au même degré que les voyageurs des agences « Cook »: voyager ensemble et n'exiger rien de plus. On arrive à cette caricature d'Internationale lorsqu'on s'amuse à répéter de jour en jour les mots *indépendance* et *autonomie* sans jamais définir ce que ces termes signifient. Nous créons une Internationale d'action et non point une Internationale de parole; par conséquent nous avons besoin d'un minimum d'unité dans nos points de vue; des concessions mutuelles sont nécessaires entre organisations nationales pour faciliter l'action commune et assurer le minimum de discipline prolétarienne sans lequel il n'est point d'organisation.

Il est parfaitement entendu que notre discipline est *volontairement acceptée*, c'est une *discipline exercée sur soi-même*. C'est la subordination volontaire de la partie au tout. Si dans la C. G. T. U. ne se manifestait aucun désir d'accepter des obligations internationales, si l'on y était fermement résolu à placer toujours les intérêts des syndicats nationaux au-dessus des intérêts du mouvement syndical international, vous n'auriez aucune raison de vous affilier à une Internationale quelconque; ce ne serait d'aucune utilité ni pour vous, ni pour l'Internationale. Mais nous en sommes convaincus, ceux-là même qui ne songent qu'à l'autonomie savent fort bien que l'indépendance absolue des partis rend impossible le fonctionnement d'une saine organisation.

A travers ce souci exagéré d'indépendance se fait jour la crainte que l'on éprouve à voir l'Internationale exiger par « oukases et injonctions » la participation à des actions inexécutables; les organisations nationales, et dans le cas présent la C. G. T. U., redouteraient donc de se

fourvoyer dans une aventure politique. On abuse en France du mot « oukase ».

Que signifie cette crainte ?

Elle montre seulement que la C. G. T. U. considère dès l'abord avec méfiance le Bureau Exécutif qui se trouve à la tête de l'Internationale; cette crainte montre aussi que nos camarades français n'espèrent pas exercer au sein de l'Internationale une influence suffisante pour sauvegarder, en tous pays, le mouvement ouvrier d'une aventure politique possible. Pour nous, nous n'arrivons point à comprendre ces craintes, cette défiance. Une organisation a toujours l'organe directeur qu'elle mérite; l'un vaut l'autre. Nos camarades français peuvent être sûrs que tout conseil donné par eux dans le domaine de la tactique internationale, toute indication utile et fondée dans le domaine de la stratégie de classe, seront pris en considération par l'Internationale Syndicale, comme par les organisations qui en font partie. Nous sommes des internationalistes et nous avons créé l'Internationale précisément à cette fin que *l'expérience de tous devienne la ressource de chacun.*

Si nous nous plaçons à ce point de vue, il est clair que l'Internationale Syndicale est nécessaire; or, dans l'Internationale, faites-y bien attention, il n'y a point de droit sans obligation.

2° Autonomie et indépendance

Dès que l'on connut en France la résolution du premier congrès international des syndicats révolutionnaires au sujet des rapports mutuels qui devaient exister entre l'Internationale Syndicale et l'Internationale Communiste, les syndicalistes français qui formaient encore une minorité dans l'ancienne C. G. T. sortirent de l'Internationale en faisant claquer les portes. L'Internationale Syndicale avait été créée conjointement avec les C.S.R. et tout à coup se produisit cette sortie bruyante, avant même que l'on eût pris connaissance de toutes les décisions. En vous voyant quitter ainsi brusquement *notre* Internationale, nous n'avons pu tirer de là qu'une conclusion: Pour nous, évi-

demment, vous ne consentiez à rester dans l'Internationale que dans la mesure où celle-ci admettrait votre point de vue. Les dix mois qui ont suivi n'ont pu que nous confirmer dans cette première supposition. En effet, dans notre adresse au congrès de Lille, nous avons souligné que ni le Congrès, ni l'Internationale ne songeaient à asservir les syndicats français au Parti communiste; nous avons bien marqué que *l'autonomie n'était pas en jeu*. Après cela, nous avons signé, avec une partie de votre délégation, une déclaration dans laquelle nous avons établi de la manière la plus nette que, selon le véritable esprit de la résolution incriminée, il s'agissait de vous inviter à une *action commune* contre notre ennemi de classe, sans violer de nulle manière l'autonomie des syndicats. Plus tard, en février, le Conseil Central prit une décision où il soulignait tout particulièrement que personne ne songeait à transgresser vos droits d'autonomie. Une déclaration analogue fut envoyée par nous à l'Union Syndicale Italienne, aux syndicats de Portugal et d'Argentine. Mais on sait depuis longtemps qu'il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

Dans la presse syndicale on poursuit la campagne contre l'Internationale Syndicale Rouge. Des gens, qui n'avaient pas pris la peine de lire les statuts, écrivaient que l'Internationale Syndicale Rouge contraindrait les syndicats français à admettre un lien organique avec le Parti; que l'on voulait par fraude engager le syndicalisme français dans la Troisième Internationale, etc. Or, il suffit de lire attentivement les résolutions en cause pour voir à quel point sont stupides et volontairement confuses les attaques menées contre l'Internationale Syndicale Rouge. La décision prise dit qu'il serait désirable d'établir un lien entre les syndicats révolutionnaires et les partis communistes, afin d'arriver à une action commune. Pourquoi avons-nous donc écrit *désirable* et non *obligatoire*? Parce que le Congrès tenait compte du mouvement syndical révolutionnaire dans les pays où les rapports des syndicats et des partis politiques sont plutôt tendus qu'amicaux. Lorsque le Congrès écrit dans sa résolution le mot *désirable*, il devient tout à fait évident qu'il laisse à la discrétion de chaque organisation nationale le soin de définir ses rapports avec le Parti communiste, selon

les circonstances et les particularités locales. Les syndicalistes révolutionnaires croient-ils donc que l'Internationale Syndicale les aurait exclus si, aussitôt après le premier congrès ils avaient déclaré: Nous restons dans l'Internationale Syndicale Rouge, mais nous ne pouvons tenir compte du souhait formulé par le premier Congrès au sujet d'une liaison organique avec le Parti communiste en raison des circonstances particulières dans lesquelles nous nous trouvons.

La réponse que l'on doit faire à cette question est tellement évidente qu'il est inutile de s'y arrêter. Si une partie des dirigeants de la C. G. T. U. avaient eu la moindre envie de s'entendre, s'il n'y avait pas eu là des hommes qui s'efforçaient de creuser à tout prix un abîme entre vous et l'Internationale Syndicale Rouge, l'entente aurait été facile depuis longtemps. Pour l'Internationale Syndicale Rouge, la tâche était aisée, pour cette simple raison que nous ne songions aucunement à vous imposer une liaison organique avec le Parti communiste français et que nous ne voyions ni utilité, ni nécessité, ni raison à violer votre autonomie. L'Internationale Syndicale Rouge s'est encore efforcée d'obtenir que les partis et les syndicats révolutionnaires coordonnent leur action défensive et offensive contre la bourgeoisie; mais cette action commune revêt des formes d'autant plus diverses que le mouvement ouvrier est plus varié en différents pays. Si nous ne tenions aucun compte des particularités du mouvement syndical international, si nous voulions avoir une organisation homogène communiste, nous n'aurions aucune raison de créer une Internationale des syndicats. Les communistes se sont unis en une Internationale Communiste, et une organisation parallèle ne serait par conséquent d'aucune utilité pour les communistes. Si les communistes ont pris l'initiative de créer une Internationale Syndicale, c'était à telle fin que les différentes formes révolutionnaires du mouvement ouvrier puissent se grouper, et sans renoncer aux traits originaux et aux particularités qui les distinguent, agir avec ensemble et préparer l'anéantissement du capitalisme. Se peut-il que ces vues soient inacceptables pour la C.G.T.U. ?

3° L'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge

La bourgeoisie constitue une puissante force internationale contre laquelle on ne peut lutter que sur le plan international. De là la nécessité d'agir ensemble et de déployer en commun toutes les forces prolétariennes révolutionnaires qui sont organisées sur le plan international. C'est pourquoi le premier Congrès a établi une représentation mutuelle entre l'I.C. et l'I.S.R. pour la coordination de la lutte contre la bourgeoisie. Cette représentation mutuelle souleva des objections en France : les uns la considéraient comme un asservissement, les autres repoussaient la décision prise, pour cette raison que l'I.S.R. lie son sort à celui d'une organisation dont l'esprit révolutionnaire est sujet à caution, en raison de son caractère politique. Cependant la représentation mutuelle, si elle comporte une idée de subordination engage également les deux parties. On pourrait ici parler de sujétion mutuelle si l'on tenait à employer cette terminologie. Pour éviter de réfléchir au problème de la concentration de toutes les forces révolutionnaires, on se sert des mots « sujétion, asservissement » et ceux qui inventent cette terminologie s'imaginent avoir rendu service à la classe ouvrière. Mais en fait ils embrouillent seulement la situation. Si l'on exprime des doutes mal fondés au sujet du futur esprit révolutionnaire de l'I.C. personne ne niera pourtant que, pour le moment, c'est une immense force active de la révolution. Est-il donc possible d'agir d'une façon quelconque sur le plan international — nous parlons d'action et non de résolution — sans l'Internationale Communiste? Le but de l'I.C. est de renverser la bourgeoisie et d'établir la dictature de la classe ouvrière. Comment donc pourrait-on mener cette tâche jusqu'à la victoire sans coordonner les efforts? Comment peut-on établir une indépendance absolue lorsque la logique exige, dans l'intérêt du prolétariat et de la Révolution, une action commune, des manifestations communes?

Si avant la guerre il a été permis de penser que la charte d'Amiens pouvait protéger l'organisation ouvrière contre la félonie et la trahison, après la guerre il

est inadmissible que l'on continue à jongler avec le mot de « politicien ». Tous savent que la C.G.T. s'est trouvée brusquement, avec le parti socialiste, enlisée dans un marécage. Il y a eu unité dans la tahnison. Il est douteux que l'on puisse trouver parmi vous un homme qui préférerait les ouvriers Jouhaux et Merrheim aux intellectuels communistes Liebknecht et Rosa Luxembourg. La guerre a tellement modifié le mouvement ouvrier que ceux qui s'attacheraient encore à de vieilles formules risqueraient de faire rétrograder le mouvement pour des dizaines d'années. La guerre et la Révolution ont creusé un fossé dans le mouvement ouvrier. Deux camps se sont formés : celui des partisans de la Révolution sociale et de la dictature du prolétariat et le camp opposé. Malheur à ceux qui se refusent à prendre position et cherchent dans des questions de pure forme à défigurer le caractère essentiel de la lutte ?

Le centre de gravité de la question est pour nous dans l'action commune de l'I.C. et de l'I.S.R. tandis que la représentation mutuelle ne présente qu'un intérêt secondaire. Le deuxième Congrès examinera la proposition faite par les organisations syndicales de supprimer la représentation mutuelle c'est-à-dire d'annuler l'article 11 des statuts. Sans vouloir ni pouvoir résoudre d'avance une question qui dépend uniquement du Congrès, nous voudrions vous demander si le maintien de l'article 11 des statuts est une raison suffisante pour que vous restiez isolés ? Mais dans une Internationale syndicale il y a toujours un certain nombre d'organisations auxquelles tel ou tel paragraphe, telle ou telle résolution déplaisent. Si ces organisations suivent la voie indiquée par la C.G.T.U. et à leur tour présentent ultimatum sur ultimatum, que s'ensuivra-t-il ? Aurons-nous une internationale révolutionnaire d'action ou une société internationale d'amateurs d'indépendance ?

4° D'une nouvelle Internationale Anarchiste Syndicale

Il y aurait certainement encore une issue : dans le cas où l'ultimatum ne serait pas accepté ce serait de créer

une nouvelle Internationale anarcho-syndicaliste qui se composerait d'hommes partageant tous le même point de vue. Mais cette solution présenterait le plus grand danger. Le syndicalisme, comme doctrine, ne forme point une entité, il n'a point été taillé en bloc dans la pierre. Il y a trois courants distincts dans le syndicalisme et le premier résultat de la création d'une nouvelle internationale serait la scission à l'intérieur des organisations syndicalistes qui sont, comme chacun sait, peu nombreuses.

La nouvelle Internationale qui s'appuierait, dans les pays latins, sur de nouvelles organisations affaiblies par la scission, ne serait qu'une ombre d'Internationale. Il est vrai, que dans ce milieu, tout le monde pourrait se dire autonome, mais ce serait l'autonomie de l'inaction et l'indépendance de la faiblesse. Cette nouvelle Internationale, de toutes la plus indépendante dans le monde, serait-elle du moins contre la « politique » qui effraie tant un certain nombre de militants français? Non! la nouvelle Internationale serait certainement entièrement livrée aux anarchistes qui y mèneraient leur politique, y feraient passer leur doctrine et leurs opinions sous couleur d'indépendance. On peut affirmer d'avance que cette Internationale, la plus indépendante du monde entier, n'aurait rien de bien terrible pour la bourgeoisie qui ne redoute guère les phrases. En effet, la nouvelle Internationale ne pourrait mettre en avant que des résolutions contre le capitalisme international fortement organisé. Il faut le remarquer d'ailleurs, camarades, les Internationales ne poussent pas comme des champignons après la pluie. Dans le mouvement ouvrier mondial, il n'y a pas place pour deux Internationales révolutionnaires. Si vous entreprenez de constituer une internationale de dissidents, vous constaterez bientôt que notre point de vue était le vrai. Vous vous trouverez pris entre Amsterdam et Moscou, vous occuperez une situation mitoyenne entre la Révolution et la réaction. Et comme dans les pays latins il n'y a pas encore de Révolution, malheureusement, vous ne réussirez pas à créer une Internationale révolutionnaire vivante, puisant sa force dans l'expérience révolutionnaire et constituant un instrument solide pour l'offensive contre la classe ennemie.

5° Du front révolutionnaire unique

Que faire donc? Avant tout, créer un front unique du mouvement syndical révolutionnaire. Le front a été rompu, mais non par notre faute; nous nous sommes adressés maintes fois aux syndicats révolutionnaires de France, leur proposant un accord fraternel, mais nous nous sommes heurtés aux soupçons et à la méfiance. Créer un front unique révolutionnaire, c'est former le bloc des communistes et des syndicalistes révolutionnaires. L'I.S.R. constitue le bloc, l'union de ces deux torrents révolutionnaires du mouvement ouvrier mondial. La diversité des opinions sur toute une série de questions ne doit pas, ne peut pas empêcher l'unité d'action dans une seule Internationale. Ce n'est qu'au cimetière que règne le calme parfait et « l'unanimité » complète. Dans l'organisme ouvrier vivant et plein de force que représente l'I.S.R., la lutte des idées se poursuivra, l'expérience des différents pays sera mise en commun, de nouvelles questions surgiront des controverses et agiteront les masses ouvrières. Cela c'est la vie même, c'est la lutte. L'Internationale pourra sortir indemne de ces conflits d'opinion et d'idées, s'il y a un minimum d'entente au sujet des principes fondamentaux et des voies qui peuvent mener le plus directement à la révolution sociale et à l'établissement, durant la période transitoire, d'une dictature de la classe ouvrière. Ce minimum d'unité existe-t-il? Il nous semble que oui et c'est pour nous une obligation de marcher avec les ouvriers révolutionnaires des autres pays. Ce serait un crime contre le prolétariat français et l'Internationale si vous restiez en dehors du centre mondial du mouvement syndical révolutionnaire, en dehors de l'I.S.R.

6° Unité du mouvement syndical

Les syndicats restèrent unis pendant la guerre, mais après la guerre les scissions se produisirent. Pour quelles raisons?

Pour cette raison bien simple que les dirigeants du mouvement syndical continuent à mener une politique d'union sacrée et de collaboration de classe. Sentant venir une résistance de plus en plus grande, de la part des ouvriers, les réformistes ont résolu de recourir à la scission à seule fin de conserver une organisation officielle de la classe ouvrière soumise à l'influence des idées et de la politique de la bourgeoisie.

L'Internationale d'Amsterdam, opérant en liaison avec la Société des Nations, réalise dans chaque pays sa politique par l'entremise d'hommes qui appartiennent au gouvernement bourgeois. Le vice-président de l'Internationale d'Amsterdam, M. Jouhaux, a pris pour lui le grand honneur de réaliser le vieux rêve de la bourgeoisie française en provoquant une scission dans la C.G.T. Vous avez lutté contre la scission, et, n'ayant pas réussi à l'éviter, vous avez donné à l'organisation créée par vous le nom d'*Unitaire*; nous avons donc été fort étonnés d'apprendre qu'il y avait parmi vous un grand nombre d'adversaires du front unique. Notre étonnement a été d'autant plus grand que la résolution du Conseil Central de l'I.S.R. concernant le front unique prolétarien contre l'offensive du Capital n'avait soulevé aucune objection. Personne n'a tenté même de critiquer la décision que nous avons prise, tant elle est conforme à l'idée essentielle du mouvement syndical révolutionnaire, à sa tâche, à son but. Sans doute, au moment où les syndicats traversent les difficultés de la scission, il n'est pas aisé de parler du front unique; aucune difficulté pourtant ne doit arrêter le révolutionnaire quand il entreprend de réaliser ce qu'il juge important, indispensable. On devrait se rendre compte de la situation; aucune lutte sérieuse économique n'est possible en France tant que les syndicats parallèles ne seront pas arrivés à un accord. Là même où vous disposez de la majorité des ouvriers organisés, vous serez vaincus si vous n'obtenez pas le concours du syndicat réformiste. Pourquoi cela? Parce que les masses non organisées — et en France la majorité des ouvriers sont en dehors de toute organisation — s'uniront plutôt dans les conditions présentes aux réformistes. Et comme l'issue de la lutte dépend de cette masse non organisée, les syndicats révolutionnaires seront vaincus s'ils n'adop-

tent point la tactique du front unique. Le front unique signifie: Lutte pour l'influence sur les masses dans l'action commune. Le front unique n'est point créé pour une collaboration des classes — les réformistes ont leur front unique avec la bourgeoisie — mais pour l'opposition d'une classe à une autre. Tous les ouvriers veulent conserver la journée de huit heures, aucun d'entre eux ne consentirait à une diminution de salaire. Pourquoi donc ne prendriez-vous pas l'initiative de proposer aux syndicats parallèles *une lutte en commun* à l'effet de défendre les positions acquises? Vous serez, dites-vous, obligés de causer avec les réformistes? Mais lorsque vous faisiez partie de la C.G.T. vous causiez bien avec eux? Ces entretiens porteront, ne l'oubliez pas, sur l'*action de classe*; et de tout effort d'ensemble des ouvriers, à quelque tendance qu'ils appartiennent, tireront profit uniquement les syndicats révolutionnaires.

Il faut que chaque ouvrier sache que vous êtes pour l'unité du mouvement syndical, que si l'unité de la C.G.T. a été détruite par violence, ce n'est pas votre faute; la responsabilité de cet état de chose incombe tout entière à ces politiciens réformistes qui préférèrent l'entente avec la bourgeoisie à un accord avec les ouvriers révolutionnaires. Telle est la signification du front unique. Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi la C.G.T. Unitaire peut être opposée au front unique.

7° La bourgeoisie française et l'Internationale Syndicale Rouge

Sur le marché de la réaction internationale, l'I.S.R. est cotée au même titre et pour la même valeur que Moscou, c'est-à-dire la Révolution sociale. Voilà pourquoi la bourgeoisie française redoute votre adhésion à cette Internationale. Elle considérerait cette adhésion comme un geste de solidarité à l'égard de la Révolution Russe, de cette Révolution de brigands qui a dépouillé de leurs millions « les honnêtes gens » de France.

Entendez : les usuriers. Toute la presse bourgeoise française mène une campagne inextinguible contre les « oukases » qui peuvent venir de Moscou ; elle réclame l'indépendance des organisations ouvrières de France. Les croquemorts de la rue Lafayette emblent le pas derrière cette presse. Eux aussi, dans leurs discours et dans leurs articles, proclament l'indépendance du mouvement ouvrier français et la nécessité d'opposer une ferme résistance aux « dictateurs moscovites ». Croyez-vous qu'ils agissent ainsi par hasard ? Non ! Il est tout naturel et normal que les choses se passent ainsi. La bourgeoisie française connaît parfaitement le danger que présente pour elle une Internationale qui s'appuie sur l'expérience de la Révolution. La bourgeoisie redoute une association internationale qui compte dans ses rangs un prolétariat éprouvé, accoutumé à lutter contre le monde bourgeois. Si la bourgeoisie française multiplie ses attaques contre « les dictateurs et les brigands de Moscou » c'est parce que ces soi-disant brigands ont dirigé leur dictature contre la bourgeoisie, en la dépossédant de ses terres, de ses fabriques, de ses usines et de ses banques. Les réformistes qui travaillent pour leurs maîtres en qualité de « bonne à tout faire » reprennent en les modifiant légèrement, à l'usage des ouvriers, ses hautes leçons de morale qui inspirent « la démocratie française » dans sa lutte contre la barbarie moscovite. La haine furieuse que l'on manifeste à notre égard prouve que nous sommes une force redoutable dressée en face du Capital. Cette haine doit aussi servir à nous rappeler que les ouvriers révolutionnaires n'ont aucune raison de satisfaire leur bourgeoisie en prenant position contre Moscou.

L'I.S.R. n'éprouve pas le moindre doute à affirmer que de nos discussions amicales, de nos entretiens de camarades, nos ennemis ne tireront aucun profit dans l'avenir, comme ils l'ont fait dans le passé lorsque certains dirigeants de la C.G.T.U. ont cru devoir se livrer à des manifestations hostiles à l'égard de la Révolution Russe et du gouvernement des Soviets. Elle est convaincue que la classe ouvrière française saura se défendre contre un monstrueux front unique qui dresserait, contre la Russie soviétique, avec toute la bourgeoisie une secte philosophique qui affirme être révolutionnaire.

Conclusions.

En conclusion nous voudrions attirer votre attention sur ce fait que, jusqu'à présent, nous ignorons l'attitude prise par la C.G.T.U. à l'égard du programme d'action qu'a élaboré le premier Congrès international. Or, ce programme est le fruit de l'expérience révolutionnaire de tous les pays.

Comment faut-il expliquer que les syndicats révolutionnaires de France fassent si peu de cas des travaux du premier Congrès international? Serait-ce parce que ces syndicats n'ont pas adhéré à l'I.S.R.? Mais ce fait doit-il les empêcher d'utiliser l'expérience des autres pays?

L'immense majorité des syndicats révolutionnaires ignorent même que ce programme d'action existe. Or, la non adhésion était précisément une raison qui aurait dû engager les dirigeants de la C.G.T.U. à répandre le texte de toutes les décisions prises par le premier Congrès dans tous les syndicats, afin de permettre une étude impartiale de ses travaux. Nous avons attendu plusieurs mois espérant que vous, qui aviez envoyé une délégation au Congrès, voudriez bien en publier les décisions.

Vous auriez pu, à la rigueur, faire cette publication en y joignant une préface dans laquelle vous auriez déclaré que vous n'acceptiez pas deux alinéas d'une seule résolution; vous vous deviez néanmoins d'informer vos camarades.

Ce qui nous étonne aussi, c'est que toutes les discussions aient porté, dans les milieux de la C.G.T., depuis dix mois, sur deux paragraphes d'une seule résolution et que l'on a absolument laissé de côté l'immense travail d'organisation et de tactique qui a été accompli par le premier Congrès International des syndicats révolutionnaires.

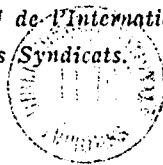
Mais laissons cela. Votre Congrès devra définir sa position en vue de l'action, dans le cadre national et international. Quelles que soient les décisions que vous adopterez, vous aurez en vue, nous n'en doutons pas, les in-

térêts de la Révolution mondiale. Recevez donc nos plus chaleureuses salutations fraternelles. Sachez bien que l'attitude que vous aurez choisie à l'égard de l'I.S.R. ne nous empêchera pas de vous rencontrer avec la plus grande joie sur le front unique de la Révolution sociale, dans la lutte pour le Communisme.

Salut au prolétariat révolutionnaire de France!
Vive la Révolution prolétarienne mondiale!
Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

*Le Bureau Exécutif de l'Internationale
Rouge des Syndicats.*

Moscou, le 10 juin 1922.



Imp. spéciale de la Librairie du Travail

PETITE BIBLIOTHEQUE DE
I. INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

- I. — *Résolutions et Statuts adoptés au premier Congrès des Syndicats révolutionnaires.* — Moscou, 3-19 juillet 1921. — Une forte brochure Fr. 2 »
- II. — *Programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge*, par A. LOZOVSKY. — Un volume de 144 pages Fr. 2 50
- III. — *Les Syndicats Russes et la Nouvelle Politique*, par A. LOZOVSKY. — Une brochure de 64 pages Fr. 0 50

LA LUTTE DE CLASSE

Bulletin de l'Internationale Syndicale Rouge
Paraît deux fois par mois

Abonnements :

France	6 mois... Fr. 5 »	Un an... Fr. 10 »
Extérieur	— 7 50	— 15 »

L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Revue mensuelle publiée par le Bureau Exécutif de l'I. S. R.

Abonnements :

France	6 mois... Fr. 15 »	Un an... Fr. 30 »
Extérieur	— 18 »	— 36 »

Adresser Abonnements et Commandes à :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes. Paris X^e
Chèque postal : Marcel Hasfeld. N° 43.08. Paris